

J.-L. DE LANESSAN

Ancien Ministre,
Ancien Gouverneur général de l'Indo-Chine.

La Civilisation et l'Organisation

Leur influence sur la guerre

EXTRAIT DE LA *REVUE ANTHROPOLOGIQUE*

Prix : 2 francs. 20

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 1^{er}

**La Civilisation
et l'Organisation**

AUTRES OUVRAGES DE J.-L. DE LANESSAN

Notre Défense Maritime. 4 vol. in-16	3 fr. 50
Nos Forces Militaires. 1 vol. in-16	3 fr. 50
Nos Forces Navales. <i>Organisation. Répartition.</i> 1 vol. in-16	3 fr. 50
Le Bilan de notre marine. 1 vol. in-16	3 fr. 50
Le Programme Maritime de 1900-1906. 1 vol. in-16	3 fr. 50
Les Missions et leur protectorat. 1 vol. in-16	3 fr. 50
L'État et les Églises de France. <i>Évolution de leurs rapports, des origines à la loi de séparation.</i> 1 vol. in-16	3 fr. 50
La Crise de la République. 1 vol. in-16 (1914).	3 fr. 50
Principes de colonisation. 1 vol. in-8, cart	6 fr. »
La lutte pour l'existence et l'évolution des sociétés. 1 vol. in-8, cart.	6 fr. »
La concurrence sociale et les devoirs sociaux. 1 vol. in-8, cart.	6 fr. »
La lutte contre le crime. 1 vol. in-8, cart.	6 fr. »
Pourquoi les Germains seront vaincus. 1 br. in-8.	1 fr. 25
L'Empire germanique sous la direction de Bismarck et de Guillaume II. 1 broch. in-8	1 fr. 25
Comment l'Éducation allemande a créé la barbarie germanique. 1 broch. in-8	0 fr. 60
Les Empires germaniques et la doctrine de la force. 1 vol. in-16.	3 fr. 50
La Tunisie. 1 vol. in-8, 2 ^e édition, 1917, avec une carte en couleur, hors texte.	5 fr. »
Histoire de l'Entente cordiale franco-anglaise; <i>les relations de la France et de l'Angleterre depuis le XVI^e siècle jusqu'à nos jours.</i> 1 vol. in-16.	3 fr. 50

REVUE ANTHROPOLOGIQUE. — Recueil mensuel publié par les professeurs de l'École d'anthropologie de Paris (28^e année, 1918). Cette revue paraît le 15 de chaque mois. Chaque livraison forme un cahier de deux feuilles in-8 raisin de 32 pages, avec nombreuses gravures dans le texte. — Abonnement : Un an (du 15 janvier), pour tous pays, 10 francs; la livraison, 1 franc.

J.-L. DE LANESSAN

Ancien Ministre,
Ancien Gouverneur général de l'Indo-Chine.

La Civilisation et l'Organisation

Leur influence sur la guerre

EXTRAIT DE LA *REVUE ANTHROPOLOGIQUE*

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, VI^e

1918

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

LA CIVILISATION ET L'ORGANISATION

Il m'est tombé sous les yeux, il y a quelques jours, une page d'un éminent écrivain anglais du XVIII^e siècle, par laquelle je crois devoir ouvrir cette étude sur la guerre et la civilisation. Si quelques lecteurs étaient choqués par la brutalité shakespearienne qui s'y allie à l'humour britannique, je les prierais de porter leurs regards sur les horreurs criminelles dont les armées du kaiser donnent le spectacle, depuis près de quatre longues années, dans tous les points de l'Europe et de l'Asie où la supériorité de force dont elles jouissaient au début de la guerre leur a permis de poser le pied.

Samuel Johnson nous présente une vieille mère vautour dont les petits se disposent à prendre leur vol à travers les montagnes et les airs. Elle les a réunis autour d'elle, au sommet d'une haute roche dénudée, et elle leur adresse ses dernières recommandations.

« Mon discours sur l'art de pratiquer la vie des vautours, leur dit-elle, ne sera pas long, car vous avez eu sous les yeux l'exemple de ma conduite. Vous avez vu comment j'enlève une volaille de sa basse-cour, un lièvre de son gîte, un chevreau de son pâturage; vous savez comment je les saisis avec mes serres et de quelle façon je balance mon vol en emportant mon fardeau. Je vous ai fait goûter la chair de maints êtres vivants et vous avez constaté que celle de l'homme est la plus délicieuse.

— Mère, interrompt un des jeunes vautours, dites-nous où l'on peut trouver l'homme et ce qui permet de le reconnaître. Sa chair est, sans nul doute, l'aliment naturel des vautours, mais pourquoi n'avez-vous jamais apporté un homme à notre nid?

— Il est trop lourd, répond la mère; quand nous trouvons un

homme, nous ne pouvons que déchirer sa chair et abandonner les os sur le sol.

— Puisqu'il est si gros, demande le petit, comment faites-vous pour le tuer, vous qui avez peur d'un loup ou d'un ours?

— Nous n'avons pas, répond la mère, la force de l'homme et je doute que nous ayons sa subtilité; aussi les vautours ne se régalaient-ils jamais de sa chair si la nature ne l'avait doté d'une férocité qu'il est impossible de trouver chez aucun autre des êtres que la terre nourrit. Souvent deux troupes d'hommes se jettent l'un contre l'autre, couvrent la terre de bruit et emplissent l'air de feu. Lorsque vous entendrez ce fracas, lorsque vous verrez les flammes courir sur le sol, vous prendrez votre vol le plus rapide, car alors les hommes seront en train de s'entretuer, le sol fumera de leur sang et se couvrira de leurs cadavres tout démembrés pour les vautours.

— Comment se fait-il, demande un des petits, qu'après avoir tué leur proie les hommes ne la mangent pas? Lorsqu'un loup a mis à mort un mouton, il ne permet pas que le vautour y touche avant de s'être lui-même rassasié. L'homme n'est-il pas une sorte de loup?

— L'homme, réplique la mère, est le seul être qui tue ce qu'il ne dévorera pas, et c'est cette qualité qui en fait le pourvoyeur de notre espèce.

— Mais alors, poursuit le petit, je voudrais savoir pourquoi les hommes se tuent les uns les autres; je ne voudrais jamais tuer ce que je ne pourrais pas manger.

— A cette question, dit la mère, il m'est impossible de répondre, quoique je passe pour l'oiseau le plus subtil de nos montagnes. Lorsque j'étais jeune, je fréquentais l'aire d'un vieux vautour, habitant des rochers des Carpathes; il avait fait maintes observations, connaissait tous les lieux où l'on pouvait trouver des proies, tout autour de sa demeure, jusqu'à la plus grande distance où portent les plus fortes ailes entre le lever et le coucher du soleil et s'était nourri, années après années, des entrailles des hommes. Son opinion était que l'homme a seulement les apparences d'un animal et qu'il est, en réalité, un végétal doué de mouvement. De même qu'au vent d'un orage les branches d'un chêne s'entrechoquent et laissent tomber les glands dont s'engraissent les porcs, de même, sous la poussée de quelque puissance inconnue, les hommes sont

jetés les uns contre les autres jusqu'à ce qu'ils perdent le mouvement, ce qui permet aux vautours de s'en nourrir. D'autres pensent qu'il y a chez ces êtres malicieux une organisation. Ceux qui les ont survolés de plus près prétendent qu'il existe dans chacun de leurs troupes un individu qui imprime la direction à la masse et se délecte particulièrement aux immenses carnages. Nous ne savons pas ce qui lui donne une telle prééminence; il est rarement le plus gros, mais il montre, par son énergie et son activité, qu'il est plus qu'aucun autre l'ami des vautours. »

Dans cette page brutalement humoristique, Samuel Johnson ne faisait que traduire l'opinion émise sur la guerre et ses causes véritables, par tous les philosophes de l'antiquité grecque et latine et par les grands penseurs français de la Renaissance et du XVIII^e siècle.

I

LES PHILOSOPHES ET LA GUERRE

Platon condamne la guerre entre les peuples de la Grèce, il ne la comprend que pour la défense de l'Hellade et de sa civilisation contre les Barbares. En vue de cette défense, il préconise la formation d'une classe sociale soigneusement sélectionnée, formée des jeunes gens les plus beaux, les plus forts et dont l'éducation sera dirigée en vue du rôle spécial qu'ils devront jouer dans la République. Car Platon, comme tous les philosophes hostiles au principe de la guerre, est un patriote ardent; il place la patrie au même rang que la famille.

Le plus illustre des disciples de l'École stoïcienne, le Latin Sénèque, a écrit sur les passions d'où la guerre surgissait de son temps des pages mémorables. « On voit, écrit-il à son ami Lucilius, beaucoup d'hommes porter la flamme dans les villes..., chasser devant eux des armées... et tout couverts du sang des peuples arriver jusqu'à l'océan. Mais ces mêmes hommes, avant de vaincre l'ennemi, avaient été vaincus par une passion. Nul n'a pu résister à leur attaque, mais eux-mêmes n'avaient résisté ni à l'ambition ni à la cruauté; et alors qu'ils semblaient chasser les populations devant eux, ces passions les chassaient devant elles. Il cédait, le malheureux Alexandre, à la passion dont il était possédé, lorsqu'il dévastait des contrées étrangères et cherchait des terres inconnues... Il veut aller au delà de l'Océan et du soleil... Il ne peut s'arrêter, semblable aux corps lourds qui, une fois lancés, ne cessent d'aller que quand ils gisent sur la terre. Et Pompée lui-même, ce n'était ni le courage ni la raison qui lui conseillaient les guerres étrangères ou civiles; c'était l'amour insensé d'une fausse grandeur.... Quel motif l'entraîna en Afrique et au Septentrion, et contre Mithridate et dans l'Arménie et

dans tous les recoins de l'Asie? L'insatiable désir de s'agrandir, Pompée étant le seul à qui Pompée ne parût pas assez grand. Qui poussa César à sa perte et, en même temps, à celle de la République? La vaine gloire, l'ambition, le désir immodéré de monter au plus haut rang. Et Marius? Marius guidait son armée, l'ambition guidait Marius. Tandis qu'ils bouleversaient le monde, ces hommes étaient bouleversés tout les premiers, semblables à ces tourbillons qui, faisant tourner ce qu'ils enlèvent, obéissent eux-mêmes à une force de rotation, en sorte que leur choc est d'autant plus violent qu'ils ne peuvent se maîtriser. Aussi, après avoir semé partout les désastres, ils subissent à leur tour la même influence qui a fait tant de mal. »

L'illustre disciple de Zénon ajoutait à ce tableau une observation que peut, aujourd'hui, méditer le promoteur criminel de l'affreuse guerre qui ensanglante le globe : « Ne croyez pas que personne trouve sa félicité dans le malheur d'autrui. » Puis, flétrissant le principe même de la guerre, il écrivait : « Les hommes que la nature a créés du caractère le plus doux parmi les animaux n'ont pas honte de se baigner dans le sang les uns des autres, tandis que les bêtes sauvages, privées de la parole, vivent entre elles en paix. »

A la suite des graves paroles de Sénèque, rappellerai-je les pages railleuses, mais si profondément philosophiques, consacrées par notre génial Rabelais aux projets de guerre de Picrochole. Pour quelques fouaces dérobées à ses marchands par des sujets de Grandgousier et quoique celui-ci propose de réparer le dommage, Picrochole fait envahir par ses soldats le territoire de son voisin et « de jour en jour poursuit sa furieuse entreprinse avecques excès non tolerables à personnes libères ». Encouragé par quelques succès, poussé par son entourage de féodaux et de guerriers belliqueux, il rêve de porter la guerre au delà du royaume de Grandgousier et de se rendre le maître du monde. « Cyre, declarent ses courtisans, nous vous rendons le plus heureux, plus chevalereux prince qui oncques feust depuis la mort de Alexandre Macedo.... Le moyen est tel : Vous laisserez icy quelque capitaine en garnison avec petite bande de gens pour garder la place.... Vostre armée partirez en deux, comme trop mieux l'entendez. L'une partie ira ruer sur ce Grandgousier et ses gens. Par icelle sera de prime abordée facilement desconfi.

Là recouvrerez argent à tas, car le vilain en a du comptant.... L'autre partie cependant tirera vers Onys, Sanctonge, Angoumoys et Gascoigne, ensemble Perigot, Medoc et Elanes. Sans résistance prendront villes, chasteaux et forteresses. A Bayonne, à Saint-Jean-de-Luc et Fontarabie saysirez toutes les naufs, et, coustoyant vers Galice et Portugal, pillerez tous les lieux maritimes jusques à Ulisbonne, où aurez renfort de tout equipage requis à un conquerent. Par le corbieu! Hespaigne se rendra, car ce ne sont que madourrez. Vous passerez par l'estroict de Sibyle et là erigerez deux colonnes plus magnifiques que celles de Hercules, à perpetuelle memoire de vostre nom. Et sera nommé cestuy destroict la mer Picrocholine. » Puis, le courtisan déploie sous les yeux de son maitre la carte des territoires immenses qu'il conquerra sur les deux rives de la Méditerranée et jusque dans les vallées de l'Euphrate et du Tigre. Il a tout prévu et tout préparé; aucun détail ne lui a échappé. Picrochole s'inquiétant de ce que l'on boira dans les vastes déserts africains et asiatiques, on lui répond : « Nous avons jà donné ordre à tout. Par la mer Siriace vous avez neuf mille quatorze grands naufs chargées des meilleurs vins du monde; elles arriverent à Japhes. Là se sont trouvez vingt et deux cens mille chameaux et seize cens elephans, lesquels vous avez prinz à une chasse environ Sigeilmes.... »

Picrochole demande ce que fera, pendant ce temps, la partie de son armée envoyée contre Grandgousier. « Ils ne chomment pas, lui répond-on.... Ilz vous ont pris Bretagne, Normandie, Flandres... », et c'est la carte entière de l'Europe jusqu'à Constantinople que les courtisans étalent devant Picrochole pour lui donner une idée des conquêtes faites par sa seconde armée. « Et, concluent les courtisans, vous donnerez leurs biens et terres à ceulx qui vous auront servi honnestement. » « La raison le veult, répond avec générosité Picrochole, c'est équité », et il commence la distribution des territoires conquis.

Pendant, « là présent était un vieux gentilhomme esprouvé en divers hazars et vray routier de guerre, nommé Echephron, lequel, ouyant ces propous dist : j'ay grand peur que toute ceste entreprise sera semblable à la farce du pot au lait, duquel un cordouannier se faisait riche par resverie; puis, le pot cassé, n'eut de quoy disner. Que pretendez-vous par ces belles conquestes? Quelle sera la fin de tant de travaux et traverses? — Ce sera, dist Picrochole, que, nous

retournez, repouserons à noz aises. — Dont, dist Echephron : Et si par cas jamais n'en retournez? Car le voyage est long et peril-leux. N'est-ce mieux que dès maintenant nous repousons, sans nous mettre en ces hazards? » Les courtisans le conspuent et Picrochole s'écrie : « Passons oultre.... Sus! sus! qu'on despesche tout, et qui me ayme si me suive! » Cependant, une inquiétude traverse son esprit : « Je ne crains, murmure-t-il, que ces diables de legions de Grandgousier; ce pendent que nous sommes en Mésopotamie, s'ilz nous donnoient sus la queue, quel remede. »

Sa crainte est justifiée : son armée est battue par les vaillantes troupes de Grandgousier, son château est pris, il est obligé lui-même de fuir, ses sujets le renient, le battent et le détroussent. « Ainsi s'en alla le pauvre cholérique; puis fut advisé par une vieille Lourpidon que son royaume luy seroit rendu à la venue des Cocquecigrues. Depuis ne sçait-on qu'il est devenu. Toutesfoys l'on m'a dict qu'il est de present pauvre gaignedenier à Lyon, cholere comme davant, et toujours se quemente à tous estrangiers de la venue des Cocquecigrues. »

Son vainqueur, le pacifique Grandgousier, devant sa vaillante armée, tirait la philosophie de l'aventure en des termes qui semblent être une prédiction des formidables événements dont nous sommes aujourd'hui les témoins : « Le temps n'est plus, dit-il, d'ainsi conquister les royaumes avecques dommaige de son prochain frere Christian; cette imitation des anciens Hercules, Alexandres, Hannibals, Scipions, Cesars et aultres telz, est contraire à la profession de l'Evangile.... Et, ce que les Sarazins et Barbares jadis appeloient prouesses, maintenant nous appelons briguanderies et meschancetez. Mieulx eust il fait soy contenir en sa maison, royalement la gouvernant, que insulter en la mienne, hostilement la pillant : car par bien la gouverner l'eust augmentée, par me piller sera destruiet. »

Au XVIII^e siècle, tous les encyclopédistes combattent le principe de la guerre avec des arguments analogues à ceux que développaient les philosophes de l'antiquité. Ils regardent la guerre comme le résultat des passions humaines et, par conséquent, comme condamnable au nom de la raison dont le but doit être d'apaiser et éteindre les passions.

« La guerre¹, écrit Diderot, est un fruit de la dépravation des hommes; c'est une maladie convulsive et violente du corps politique; il n'est en santé, c'est-à-dire dans son état naturel, que lorsqu'il jouit de la paix; c'est elle qui donne de la vigueur aux empires; elle maintient l'ordre parmi les citoyens; elle laisse aux lois la force qui leur est nécessaire; elle favorise la population, l'agriculture et le commerce; en un mot, elle procure aux peuples le bonheur qui est le but de toute société. La guerre, au contraire, dépeuple les États; elle y fait régner le désordre; les lois sont forcées de se taire à la vue de la licence qu'elle introduit; elle rend incertaine la liberté et la propriété des citoyens; elle trouble et fait négliger le commerce; les terres deviennent incultes et abandonnées... Si la raison gouvernait les hommes, si elle avait sur les chefs des nations l'empire qui lui est dû, on ne les verrait point se livrer inconsidérément aux fureurs de la guerre; ils ne marqueraient point cet acharnement qui caractérise les bêtes féroces. (Nous verrons dans un instant qu'ici Diderot calomnie les bêtes féroces...) Les souverains sentiraient que des conquêtes payées du sang de leurs sujets ne valent jamais le prix qu'elles ont coûté... Les passions aveugles des princes les portent à étendre les bornes de leurs États; peu occupés du bien de leurs sujets, ils ne cherchent qu'à grossir le nombre des hommes qu'ils rendent malheureux. Ces passions, allumées ou entretenues par des ministres ambitieux ou par des guerriers dont la profession est incompatible avec le repos, ont eu dans tous les âges les effets les plus funestes pour l'humanité!... L'épuisement seul semble forcer les princes à la paix; ils s'aperçoivent toujours trop tard que le sang du citoyen s'est mêlé à celui de l'ennemi... Les princes qui aiment leurs peuples savent que la guerre la plus nécessaire est toujours funeste, et que jamais elle n'est utile qu'autant qu'elle assure la paix. Dans ces empires établis autrefois par la force des armes, où par un reste de barbarie, la guerre seule mène aux honneurs, à la considération, à la gloire; des princes ou des ministres pacifiques sont sans cesse exposés aux censures, au ridicule, à la haine d'un tas d'hommes de sang, que leur état intéresse au désordre... Les partisans de la guerre ne manquent point de prétextes pour exciter le désordre, et pour faire

1. *Encyclopédie, Paix.*

écouter leurs voix intéressées : « C'est par la guerre, disent-ils, que les États s'affermissent ; une nation s'amollit, se dégrade dans la paix ; sa gloire l'engage à prendre part aux querelles des nations voisines ; le parti du repos n'est que celui des faibles.... Et leur voix tumultueuse étouffe sans cesse le cri de la nation, dont le seul intérêt se trouve dans la tranquillité. »

Diderot mettait justement en lumière, dans ces lignes, la différence qui existe, au point de vue de la guerre, entre les classes dirigeantes et les masses populaires, les premières trouvant leur profit dans la guerre, les secondes ne faisant qu'en souffrir, même si la guerre est victorieuse. Mais il a existé, de tout temps, des écrivains pour vanter les conquérants, célébrer les hauts faits de la guerre et considérer celle-ci comme inévitable, sinon comme nécessaire. Presque tous les historiens des diverses époques ont accordé la première place dans leurs récits aux actions militaires et prodigué leurs louanges aux conquérants, en inculquant à la plupart de ceux qui les lisent la conviction que la guerre est un fait utile et que les victoires sont la consécration la plus haute du génie humain. Il s'est trouvé aussi, surtout dans les temps modernes, des métaphysiciens considérant la guerre comme l'une des conditions essentielles de la vie sociale. Parmi les défenseurs de cette théorie, les uns, dominés par la foi religieuse, voient dans les guerres des châtements infligés à l'humanité par la divinité, soit en punition des mauvaises actions commises par les hommes, soit en vue du triomphe de la foi ; les autres, versant dans un mysticisme matérialiste non moins dangereux que le mysticisme religieux, voient ou affectent de voir partout, dans la nature, le triomphe de la force et en concluent que la guerre est le résultat d'une loi naturelle à laquelle ni l'homme ni les animaux ne sauraient échapper.

Vers le temps où Diderot écrivait les remarquables observations rappelées plus haut, les milieux intellectuels étaient agités par les théories du célèbre philosophe anglais Thomas Hobbes sur la guerre et l'autocratie. Hobbes pensait avec raison « que tout dans l'univers s'exécute par des lois mécaniques, et que c'était dans les propriétés seules de la matière et du mouvement qu'il fallait chercher la raison des phénomènes des corps bruts et des êtres organisés » ; mais, ignorant la manière de vivre des animaux et n'ayant qu'une connaissance très imparfaite de l'évolution de l'humanité, il considérait les

luttres individuelles et les guerres civiles ou internationales comme des phénomènes inévitables dans l'état de nature. Il croyait à la nécessité de la paix; mais il était persuadé que la guerre subsisterait tant que les sociétés humaines ne seraient pas soumises à une autorité assez puissante pour la faire cesser. Oubliant ou ignorant que la guerre fut toujours provoquée par les chefs des États, il demandait à l'autocratie d'imposer la paix à l'humanité. Dans son *Leviathan* il disait : « Point de sûreté sans la paix; point de paix sans pouvoir absolu; point de pouvoir absolu sans les armes. » Le pouvoir absolu d'un roi appuyé par les armes ne lui paraissant pas encore suffisant pour contraindre les peuples à vivre dans la paix, il ajoutait : « La crainte des armes n'établira point la paix, si une crainte plus terrible que celle de la mort n'excite les esprits; or, telle est la crainte de la damnation éternelle; un peuple sage commencera donc par convenir des choses nécessaires au salut. Tant qu'un peuple ne se met pas d'accord sur les choses qu'il faut croire pour gagner la félicité éternelle, la paix entre les citoyens est impossible. » L'accord religieux devait, du reste, dans sa doctrine, être imposé, comme toutes les autres conditions sociales, par un autocrate dont la puissance serait absolue.

Témoin de la révolution d'Angleterre et des violences qui s'y étaient produites, Hobbes en avait été tellement impressionné qu'il considérait les hommes comme naturellement méchants, belliqueux, nécessairement appelés à se combattre réciproquement et ne pouvant être rendus bons et pacifiques que par une puissance très supérieure : l'autocratie absolue et la divinité.

Ainsi que le faisait observer avec raison Diderot : « Il prit quelques accidents momentanés pour les règles invariables de la nature, et il devint l'agresseur de l'humanité et l'apologiste de la tyrannie. » Il paraissait, en outre, oublier que tous les tyrans dont l'histoire a conservé le souvenir furent belliqueux. Ils avaient besoin de la guerre.

Montesquieu, plus sagace observateur de la nature et des sociétés humaines que le philosophe anglais, écrivait : « Le désir que Hobbes donne d'abord aux hommes de se subjuguier les uns les autres n'est pas raisonnable.... J'ai dit que la crainte porterait (d'abord) les hommes à se fuir; mais les marques d'une crainte réciproque les engageraient bientôt à s'approcher : d'ailleurs ils y seraient portés

par le plaisir qu'un animal sent à l'approche d'un animal de même espèce... et le désir de vivre en société est une loi naturelle. »

Montesquieu reconnaissait dans ces lignes la justesse des observations présentées par les philosophes anciens et les penseurs de la Renaissance au sujet de la vie sociale, mais il recula devant les conséquences que les philosophes grecs et latins avaient tirées de ces observations. Attachant, comme Hobbes, une valeur excessive aux luttes individuelles et aux guerres dont les sociétés humaines offrent le spectacle, il crut, lui aussi, que la guerre était une résultante de la vie sociale. « Sitôt, dit-il, que les hommes sont en société, ils perdent le sentiment de leur faiblesse; l'égalité qui était entre eux cesse et l'état de guerre commence. Chaque société particulière vient à sentir sa force, ce qui produit un état de guerre de nation à nation. Les particuliers, dans chaque société, commencent à sentir leur force; ils cherchent à tourner en leur faveur les principaux avantages de cette société : ce qui fait entre eux un état de guerre. Ces deux états de guerre font établir les lois parmi les hommes. »

Montesquieu, en somme, croyait avec Hobbes que la guerre est une conséquence inévitable de l'existence des sociétés humaines; il croyait, comme Hobbes, que la paix est nécessaire et il cherchait, à l'exemple de Hobbes, un moyen de la supprimer; mais plus sagace observateur de l'histoire que le philosophe anglais, il savait qu'il serait illusoire de compter sur l'autocratie pour faire disparaître la guerre. « Il n'y a que les monarques, disait-il, qui pensent à la guerre » et c'est au peuple, naturellement hostile à la guerre, qu'il demandait de faire les lois destinées à l'empêcher.

Il n'admettait comme légitimes que les guerres défensives. « La vie des États, faisait-il observer, est comme celle des hommes; ceux-ci ont le droit de tuer dans le cas de défense naturelle; ceux-là ont le droit de faire la guerre pour leur propre conservation.... Si ceux qui dirigent la conscience et les conseils des princes ne se tiennent pas là, tout est perdu; et, lorsqu'on se fondera sur des principes arbitraires de gloire, de bienséance, d'utilité, des flots de sang inonderont la terre. »

Comme les principes de gloire, de bienséance, d'utilité sont ceux qui dominent dans les monarchies, Montesquieu dit justement : « L'esprit de la monarchie est la guerre et l'agrandissement; l'esprit de la République est la paix et la modération. » A l'appui de cette

observation, il montre tous les princes de l'Europe saisis d'une sorte de maladie qui « leur fait entretenir un nombre désordonné de troupes, chaque monarque tenant sur pied toutes les armées qu'il pourrait avoir si ses peuples étaient en danger d'être exterminés » et se livrant, pour avoir des soldats, à de telles dépenses que « l'Europe est si ruinée, que les particuliers qui seraient dans la situation où sont les trois puissances de cette partie du monde les plus opulentes, n'auraient pas de quoi vivre ».

Afin d'empêcher ces abus, Montesquieu, si partisan qu'il soit de la monarchie, entend limiter les pouvoirs du monarque et de ses ministres. Il interdit au pouvoir exécutif l'initiative des lois, lui refuse le droit de juger et fait dépendre l'existence de l'armée du pouvoir législatif constitué par les représentants élus de la nation. « Si, dit-il, on a un corps de troupes permanent, il faut que la puissance législative puisse le casser sitôt qu'elle le désire »; elle le pourra sans peine si les crédits nécessaires à l'existence de l'armée ne sont alloués au pouvoir exécutif que pour une année.

Montesquieu avait puisé ses idées sur la constitution des armées dans les milieux politiques anglais où, depuis la révolution militaire de Cromwell, on était très préoccupé de réduire la puissance et l'influence de l'armée. Mais ces idées ne pouvaient être appliquées dans aucun autre pays de l'Europe que l'Angleterre, car la conception de la monarchie autocratique était encore en honneur dans tous les États avec sa conséquence inévitable : la guerre en menace ou en fait.

Il importe d'insister sur ce que ni Hobbes, ni encore moins Montesquieu, n'étaient partisans de la guerre. Ils la croyaient inévitable dans l'état actuel des sociétés, mais ils cherchaient les moyens de changer les conditions d'existence de ces sociétés, de manière à en écarter les conflits sanglants. Cette manière de voir est celle qui domina parmi les philosophes pendant toute la première moitié du XIX^e siècle; même ceux qui se laissaient aller à vanter les grands conquérants reconnaissaient les vices de la guerre et célébraient les bienfaits de la paix. C'est seulement après la publication des théories de Charles Darwin sur le *Struggle for life* qu'un revirement se produisit parmi les savants et les philosophes. Les uns en exagérant la théorie de Darwin, les autres en la faussant, d'autres en ne la comprenant pas, lui firent dire que tous les progrès réalisés

par les animaux et par les hommes étaient dus à la force et en conclurent non seulement que la guerre était inévitable, mais encore qu'elle était nécessaire et que l'intérêt des peuples était de s'organiser de manière à être toujours prêts à la faire dès qu'ils en pourraient espérer quelque profit. Allant plus loin encore, on érigea en principe que les peuples faibles devaient disparaître, absorbés par les grandes puissances et que la plus forte de ces dernières avait le devoir, au nom du progrès humain, d'imposer sa domination à toutes les autres.

Après avoir pris naissance en Allemagne, ces théories se répandirent à travers le monde, grâce aux masques scientifiques dont on avait soin de les affubler. Certains esprits en furent empoisonnés au point que, même depuis l'ouverture de l'affreuse guerre provoquée par les empires germaniques, il s'est trouvé des personnalités scientifiques assez aveugles pour ne pas voir que sa cause déterminante se trouve exclusivement dans les ambitions et les appétits des peuples de la Germanie. Un des membres de notre Institut¹ écrivait, en pleine guerre, à propos de quelques combats d'abeilles domestiques : « Nous le savons trop bien maintenant, la nature est féroce et la civilisation des abeilles est un des exemples les plus clairs de cette implacable férocité. » Il ajoutait : « Chez elles, ni pitié, ni secours, mais partout l'organisation, le travail, la ténacité, trois qualités que nous connaissons bien chez une certaine race d'hommes. » Et, comme pour souligner la pensée contenue dans cette dernière phrase, il ajoutait que la guerre « est le privilège des êtres qui sont à la fois, dans leur groupe zoologique, les plus intelligents et les mieux organisés en sociétés... parmi les vertébrés, les hommes ; parmi les invertébrés, les abeilles ». La guerre serait, en conséquence, d'après notre académicien, caractéristique de la supériorité intellectuelle et de la perfection dans l'organisation sociale.

Quant à la cause déterminante des guerres humaines, c'est encore dans la nature qu'il prétendait la trouver. « Chez les hommes, disait-il, la surpopulation et l'insuffisance de nourriture pour une nation donnée provoquent fatalement la guerre un jour ou l'autre. Et d'ailleurs, la surpopulation générale de l'humanité est une cause des luttes homicides.... Le nombre des hommes qui vivent sur le globe est depuis longtemps beaucoup trop grand. »

1. Gaston Bonnier, La guerre chez les abeilles, in *Revue hebdomadaire*, 19 août 1916.

Cette assertion est si notoirement contraire aux faits, elle témoigne d'une telle ignorance des immenses territoires fertiles et exploitables sur lesquels les hommes font encore presque entièrement défaut, qu'il me paraît inutile de la discuter. Mais notre académicien en avait besoin pour étayer cette autre assertion, non moins inexacte, que les causes principales des guerres sont « la surpopulation et la disette des récoltes », causes auxquelles il attribue « l'appât du butin à conquérir chez les autres sociétés ». Je ne puis supposer que ces paradoxes aient pour objet d'atténuer la gravité du crime commis par l'empire germanique en provoquant l'affreuse guerre actuelle, mais il m'est impossible de ne pas noter le grave danger qu'ils offrent au point de vue de l'action exercée sur l'opinion publique. La tromper sciemment sur une question aussi grave serait une action contraire aux principes de la science ; se tromper soi-même quand on a la prétention de parler en savant n'est pas moins grave. Or tous les faits dont je vais avoir à faire l'exposé témoignent que ni la surpopulation ni la disette de récolte n'ont jamais joué aucun rôle dans les guerres de l'humanité, et mettent en lumière l'absence de la guerre parmi les animaux vivant à l'état libre, c'est-à-dire dans les conditions de la nature.

II

IL N'Y A DE GUERRE NI CHEZ LES ANIMAUX NI CHEZ LES PRÉHISTORIQUES PALÉOLITHIQUES ET LES PRIMITIFS

L'observation des divers groupes d'animaux permet, en effet, de constater que, contrairement à l'opinion admise par la plupart des écrivains étrangers aux sciences naturelles, la guerre, c'est-à-dire la lutte violente jusqu'à la mort entre deux sociétés de même espèce, n'existe pas chez les animaux. Les actes de violence commis par ces derniers dans l'état de nature sont toujours individuels et n'ont pour objet que la satisfaction de besoins naturels. Le lion qui s'empare d'un mouton pour le manger ne fait pas plus la guerre aux moutons que le boucher. De même que celui-ci tue exclusivement pour satisfaire le besoin d'aliments carnés de ses clients, le lion ne tue que pour assouvir sa faim. Dès qu'il est rassasié, il dort. Le mot prêté par Samuel Johnson au petit vautour exprime les mœurs de tous les carnassiers : « Ils ne tuent pas ce qu'il ne peuvent pas manger ».

Les grands carnassiers, du reste, ne pourraient pas guerroyer, soit entre eux, soit contre d'autres animaux, car ils ne forment jamais de sociétés. Chacun d'entre eux se constitue un terrain de chasse d'où il ne sort pas tant qu'il trouve à y satisfaire ses besoins et où nul de ses congénères ne tente de pénétrer. Il ne paraît même pas y avoir entre eux de lutte pour la conquête des femelles dont le nombre est supérieur à celui des mâles. Il n'y a pas non plus de lutte entre les divers membres d'une même famille, car celle-ci se dissout dès que les petits sont en état de se nourrir sans l'aide du père et de la mère.

Les grands oiseaux carnivores vivent également isolés sur des

terrains de chasse parfois très étendus et se comportent comme les mammifères carnassiers. Ceux-là seuls qui vivent de matières mortes se montrent en sociétés plus ou moins nombreuses dans les lieux où ces matières abondent. On les voit, par exemple, en très grand nombre à Bombay, au voisinage de la « tour du Silence », tour ouverte par le haut, dans laquelle on dépose les cadavres des Parsis. Chaque fois que l'on y introduit un mort, des centaines de vautours accourent pour en déchirer les chairs et les entrailles. Chacun en emporte un lambeau, sans qu'il se produise entre eux aucune bataille.

Les oiseaux pêcheurs de la mer, des lacs ou des rivières forment habituellement des sociétés nombreuses, entre lesquelles nulle guerre n'existe jamais. Par contre, on voit souvent les membres d'une société unir leurs efforts pour obtenir une pêche plus fructueuse que si chacun d'eux opérait isolément. Si quelque grand oiseau carnivore apparaît sur le lieu où ces sociétés paisibles séjournent et pêchent, on voit un très grand nombre de leurs membres se réunir, se précipiter au-devant de l'ennemi en poussant des cris aigus et le mettre en fuite. Il y a là un acte de guerre défensive incontestable. Des actes de ce genre sont souvent accomplis par les sociétés animales les plus pacifiques. Aussi les carnassiers n'attaquent-ils d'ordinaire que des individus isolés et en procédant par surprise.

La plupart des espèces de singes, de mammifères herbivores et d'oiseaux granivores forment des sociétés plus ou moins nombreuses et trouvent dans la vie sociale une défense contre les carnassiers. La surveillance exercée par chacun des individus qui composent le corps social contribue puissamment à assurer la protection de tous les autres. Entre ces sociétés, il ne se produit jamais de guerre. Elles vivent assez à l'écart les unes des autres pour qu'aucune cause de conflit ne puisse surgir entre elles; et elles se divisent dès que le nombre de leurs membres est supérieur aux ressources du territoire sur lequel chacune d'entre elles étend ses excursions.

Les insectes qui vivent en sociétés présentent un phénomène analogue. Lorsque, par exemple, le nombre des essaims d'abeilles sauvages établis dans une région déterminée, devient supérieur à la quantité de fleurs nécessaires pour fournir le pollen et la cire dont ces animaux ont besoin, on voit un certain nombre d'entre eux quitter la région pour aller construire ses ruches dans un lieu plus

favorable. Jamais entre ces essaims il ne se produit aucune guerre. Les abeilles ont pourtant été dotées par la nature d'une arme redoutable; mais elle ne s'en servent que pour se défendre contre les animaux ou les hommes qui les troublent dans leur travail.

On n'a observé de batailles entre des essaims d'abeilles que dans l'état de domestication, et ces batailles sont toujours déterminées par quelque maladresse de l'apiculteur. Si, par exemple, il donne, pendant l'hiver, aux habitantes d'une ruche, plus de sirop de sucre qu'à celles des autres ruches, on voit parfois une partie de ces dernières se ruer vers la ruche la plus favorisée, en forcer l'entrée en se livrant à une attaque violente des êtres qui la peuplent et exterminer un grand nombre de ces derniers en perdant de leur côté une forte proportion de combattants. Ce fait est le seul que les partisans de la guerre aient pu découvrir dans les sociétés animales pour étayer leur théorie. Or, on n'a pas de peine à constater qu'il appartient, non à l'ordre naturel des choses, mais à une intervention maladroite de l'homme, intervention qui trouble la marche normale de la nature.

Quelques partisans de la guerre ont invoqué un autre fait, emprunté à l'histoire des fourmis, dont je tiens à dire un mot. A la fin du XVIII^e siècle, un naturaliste genevois, François Huber, très habile observateur des sociétés des insectes, découvrit un acte assez fréquemment accompli par de petites fourmis roussâtres, auquel il donna le nom de guerre, en qualifiant d'*Amazones* ou *légionnaires* les petits insectes qui s'y livrent. La fourmi roussâtre (*Polyergus rufescens*) vit dans le sol, mais ses mandibules sont si peu développées qu'elle est incapable de creuser son nid; elle ne pourrait même pas nourrir ses larves. Or, Huber et beaucoup d'autres naturalistes après lui ont vu des colonnes de cette petite fourmi se diriger vers les nids de deux autres espèces, la fourmi brune (*Formica fusca*) ou la fourmi mineuse (*Formica cunicularia*), pénétrer jusque dans les profondeurs de ces nids, s'emparer des nymphes qu'ils contiennent et les transporter dans leurs propres nids. Ces nymphes, aussitôt après leur transformation en insectes parfaits, se mettent à creuser le sol, y construisent des chambres et des galeries où les fourmis roussâtres vont pondre. Les larves qui sortent de leurs œufs sont nourries par les fourmis brunes ou mineuses. Les naturalistes qui ont observé ces faits se sont plu à voir des actes de guerre dans l'enlèvement

par les fourmis roussâtres des nymphes de fourmis brunes ou mineuses, et ont décrit les adultes qui sortent de ces nymphes comme des esclaves fournis par la guerre.

En examinant les faits avec attention, on s'aperçoit aisément qu'il n'y a, dans la conduite des trois espèces de fourmis nommées plus haut, ni actes de guerre ni état d'esclavage. D'une part, les fourmis roussâtres ne cherchent pas à détruire les fourmis brunes ou les fourmis mineuses; il n'y a aucune bataille entre les premières et les secondes; d'autre part, les adultes qui naissent des nymphes transportées dans les nids des fourmis roussâtres ne sont soumis d'aucune manière aux adultes roussâtres; ils font dans le nid de ces dernières ce qu'ils auraient fait dans le nid de leurs congénères et ils le font de la même manière. L'accord le plus parfait règne entre les individus des deux ou des trois espèces. Il s'est produit là un phénomène d'association analogue à ceux que présentent un grand nombre d'insectes d'espèces différentes. Chaque espèce, dans ces associations, trouve son intérêt. Celle que je viens de décrire dispense les fourmis brunes et les fourmis mineuses du soin très pénible de leurs nymphes, et elle permet aux fourmis roussâtres d'avoir des nids souterrains qu'elles seraient incapables de creuser. Il est même probable que si leurs mandibules sont, aujourd'hui, incapables de faire ce travail, c'est parce qu'elles se sont atrophiées en cessant de fonctionner depuis que l'association s'est constituée entre les trois espèces nommées plus haut.

Toutes les fourmilières contiennent de petits coléoptères vivant dans les meilleurs termes avec les fourmis. Ils se nourrissent des détritits et ordures qui, sans eux, souilleraient et encombreraient la fourmilière et sont tolérés par les habitantes de cette dernière, en raison des services qu'ils rendent.

Les associations de fourmis et de pucerons sont plus intéressantes encore. Les pucerons sont pourvus de glandes abdominales d'où sort un liquide sucré très estimé des fourmis; aussi voit-on souvent ces dernières aller à la recherche des pucerons pour lécher le produit de leurs glandes. Il arrive même souvent que les habitantes d'une fourmilière y apportent et conservent des pucerons pour les avoir constamment à leur portée. Linné, qui connaissait ce fait, appelait les pucerons les « vaches » des fourmis.

Des associations de cette nature existent entre un grand nombre

d'espèces animales distinctes et l'on n'a pas de peine à se convaincre que l'association joue dans l'existence et dans l'évolution des animaux un rôle beaucoup plus considérable que celui de la force. Celle-ci sert aux individus pour assurer leur nutrition, mais elle n'est que peu utile aux espèces pour leur conservation ou leur progression. Tous les grands carnassiers des temps passés ont disparu et ceux de notre époque sont en train de disparaître. Il en est de même de la plupart des grands herbivores. Par contre, de petites espèces entièrement dépourvues de toute force, mais constituant des sociétés nombreuses, ont traversé toutes les périodes géologiques pour arriver jusqu'à nous.

En résumé, nous ne constatons, chez les animaux vivant à l'état libre, aucun cas de guerre, tandis qu'ils nous offrent d'innombrables exemples d'associations qui contribuent puissamment à assurer l'existence des individus et la perpétuation des espèces.

Il est facile de découvrir les raisons de ces faits. En premier lieu, l'idée de la conservation est assez développée, chez les animaux, pour contre-balancer l'égoïsme en vertu duquel chacun serait porté à user de la force pour arracher aux autres ce dont il a besoin. En second lieu, tous les animaux ont, comme les hommes, les idées qui naissent des besoins naturels et tous recherchent, comme les hommes, le plaisir procuré par la satisfaction de ces besoins; mais ils n'ont pas les passions qui, chez les hommes, naissent de la recherche excessive des plaisirs procurés par la satisfaction des besoins naturels. Ils mangent quand ils ont faim, boivent quand ils ont soif, usent du plaisir génésique lorsque le désir les y provoque, marchent, volent, s'agitent, jouent lorsque le besoin d'activité les y sollicite; mais il n'y a parmi eux, dans l'état de nature, ni gourmands, ni ivrognes, ni débauchés, ni surtout de cupides, d'ambitieux et de mystiques. Ils ne connaissent pas, en un mot, les passions qui engendrent les vices humains, et il en est ainsi parce que l'éducation qu'ils se transmettent de génération en génération est basée exclusivement sur les besoins naturels. Enfin, les animaux, même lorsqu'ils vivent en sociétés, n'ont pas de maîtres. Ils reconnaissent la supériorité de l'intelligence ou de la force de certains individus et se laissent guider par eux, mais ils ne suivent ce guide que dans la mesure où ils s'y croient intéressés. Chez les animaux il n'y a ni esclaves, ni valets, ni courtisans. Les animaux, en somme, n'ont ni les idées, ni les passions,

ni les vices, ni l'organisation d'où naissent les conflits entre les sociétés humaines. Voilà pourquoi ils ne connaissent pas la guerre.

Les hommes de la période préhistorique paléolithique paraissent avoir, comme les animaux, ignoré la guerre. Leurs familles ou leurs tribus encore rudimentaires se sont répandues dans le monde à la suite des troupeaux de bœufs, de chevaux, etc., dont elles se nourrissaient, s'ignorant les unes les autres comme les bandes d'herbivores et n'ayant ni les prétextes ni les passions qui devaient, plus tard, jeter leurs descendants dans les conflits d'où naissent les guerres.

On ne constate guère non plus l'existence de guerres entre les peuples primitifs n'ayant encore aucune organisation politique. Leurs tribus n'étant constituées que par un petit nombre de familles, tous leurs membres se connaissent; ils sont liés par les relations quotidiennes et la communauté des occupations autant que par la parenté, et vivent en bonne harmonie, sans lois ni gouvernement. J'ai observé moi-même, jadis, sur la côte occidentale de l'Afrique, des populations qui n'avaient pas la moindre idée d'organisation politique ou administrative. Chaque village était formé des membres d'une même famille polygame et tous ses habitants reconnaissaient l'autorité morale du plus âgé d'entre eux. Les moindres affaires étaient traitées au sein de longues palabres auxquelles assistaient tous les adultes et dont les décisions étaient exécutées par tout le monde. Les crimes y étaient à peu près inconnus et les délits extrêmement rares. Il est fort possible que l'introduction dans cette région de notre régime fiscal et de nos soldats ait déterminé une modification des mœurs dont j'admira la douceur il y a cinquante ans. On parlait alors, sur les bords du lac Abi et de la lagune d'Assinie, d'attaques dont certains villages avaient été naguère l'objet de la part des tribus de l'intérieur et l'on voyait avec plaisir notre pavillon parce qu'on le considérait comme une protection contre des attaques nouvelles, mais il ne serait venu à l'idée de personne de provoquer des représailles contre les tribus dont on avait eu à se plaindre.

Il est fort probable que dans le passé toutes les tribus sédentaires vécurent pendant de longs siècles dans l'état d'anarchie paisible et de concorde que je viens de décrire. On sait que le même état est présenté encore aujourd'hui par certaines tribus errantes des steppes des grands plateaux asiatiques et des déserts de l'Asie occidentale

ou de l'Afrique. D'une façon générale, ces tribus évitent d'entrer en contact les unes avec les autres; chacune s'attribue une région dans laquelle s'opèrent ses déplacements, où elle fait paître ses chevaux, ses moutons, ses chameaux ou ses chèvres, et sur laquelle les caravanes ne peuvent passer qu'en payant un impôt. Elles-mêmes, du reste, subissent une charge fiscale lorsqu'elles pénètrent sur le territoire de quelque agglomération sédentaire. Entre elles la guerre est d'autant plus rare qu'elles sont moins organisées.

III

LA GUERRE APPARAÎT AVEC L'ORGANISATION POLITIQUE ET LA FORMATION DES CLASSES DIRIGEANTES

Dans l'histoire des sociétés humaines, on ne voit la guerre devenir fréquente qu'à partir du jour où ces sociétés commencent à se donner des chefs, des lois et une police, tandis que certaines familles se consacrent spécialement au maniement des armes ou à la direction des consciences.

Alors se développent très rapidement, chez les chefs et dans les familles dirigeantes, deux sentiments qui existent en germe chez tous les hommes et même chez les animaux : le désir de dominer et l'envie de posséder. Exacerbés par la possibilité d'être satisfaits sans grand effort, ces deux sentiments deviennent de véritables passions. Le désir de dominer se transforme en ambition, l'envie de posséder donne naissance à la cupidité.

Dès ce moment, l'évolution de la société est dominée par ces deux passions. Poussés par elles, les dirigeants organisent la société en vue de l'accroissement de leur domination et de leur fortune. Le régime monarchique ou aristocratique servira les intérêts des familles les plus riches ; la création d'une caste militaire assurera l'influence des individus les plus audacieux et de leurs familles ; l'institution d'une religion officielle permettra aux prêtres d'acquérir une autorité morale si considérable que, dans bien des sociétés, le pouvoir civil devra s'incliner devant la puissance religieuse. Et, bientôt, la création de ces organismes rendra inévitable la guerre avec les sociétés voisines, car la guerre paraîtra le moyen le plus efficace de satisfaire l'ambition et les appétits des castes dirigeantes.

Indifférente d'abord à l'organisation de la société, parce qu'elle ne prend aucune part ni à la confection des lois, ni à la formation et

à la conduite du gouvernement, ni même, chez certains peuples, aux opérations militaires, la masse sociale ne tarde pas à constater l'infériorité dans laquelle la conduite des classes dirigeantes la place, au double point de vue de la satisfaction de ses besoins et de l'exercice de ses libertés naturelles. La guerre, notamment, par laquelle les oligarchies s'enrichissent, ne lui procure que misère et souffrances. Afin d'améliorer son sort matériel et de conquérir les libertés dont elle a été dépouillée, elle entame la lutte contre les classes dirigeantes et cherche à conquérir les pouvoirs auxquels ces dernières doivent leur fortune et leur supériorité.

L'histoire des cités grecques et latines est remplie du récit des dissensions, des guerres civiles et des conflits internationaux issus de la lutte de la démocratie contre l'aristocratie ou la monarchie. Elle étale aussi en pleine lumière, sous les yeux du philosophe attentif, la différence profonde qui a existé de tout temps entre l'organisation des sociétés et leur civilisation, c'est-à-dire entre deux éléments sociaux que l'on a l'habitude de confondre et entre lesquels pourtant des différences profondes apparaissent quand on les étudie avec quelque soin.

IV

L'ORGANISATION ET LA CIVILISATION

Par organisation j'entends, comme tout le monde, les institutions politiques, administratives, économiques, sociales, etc., et les lois qui régissent un peuple. Cette organisation peut varier et a varié, en fait, à l'infini, depuis qu'il y a des sociétés humaines, car chacune se donne les institutions les plus conformes à sa composition sociale, à ses croyances religieuses, au milieu cosmique dans lequel elle se développe, au caractère des autres sociétés dont elle est entourée, etc. Souvent elle varie, dans une même société, selon que telle ou telle partie du corps social acquiert la prépondérance sur les autres. Il n'y a guère de cités grecques qui n'aient passé tour à tour par la monarchie, le régime aristocratique, le régime démocratique et la tyrannie absolue d'un homme, et il en est beaucoup dans lesquelles ces différents régimes alternèrent avec plus ou moins de rapidité. Rome a connu successivement la monarchie tempérée par une assemblée patricienne, la république oligarchique, la république démocratique, la dictature militariste, l'impérialisme et enfin l'anarchie. L'organisation, en un mot, est un élément essentiellement variable de la vie sociale, ne reposant, en général, que sur les intérêts matériels de ceux qui la créent.

La civilisation est tout autre chose. S'il m'était possible de résumer ma pensée dans une formule concise, je dirais qu'une société civilisée est une société dans laquelle la morale privée et la morale publique ont atteint un assez haut degré de développement, pour que chaque membre du corps social respecte spontanément, sans y être contraint, la vie, les biens et les libertés de tous les autres, tandis que la société elle-même se montre, en toutes circonstances, respectueuse de l'indépendance de toutes les autres sociétés humaines.

L'organisation peut se développer en dehors des principes de la morale et même contrairement à ces principes; la civilisation, au contraire, est nécessairement fondée sur la morale privée et publique. Des peuples très fortement organisés peuvent n'être que fort peu civilisés, tandis que la civilisation existe souvent chez des peuples incomplètement ou même pas du tout organisés. Les peuplades primitives auxquelles j'ai fait allusion plus haut, chez lesquelles il n'y avait ni gouvernement ni administration, mais qui s'attachaient à vivre en paix avec leurs voisins et dont tous les individus se respectaient assez réciproquement pour que les délits et les crimes fussent à peine connus, étaient, sans conteste, plus civilisées que certains peuples modernes dont l'organisation est conçue en vue de la subordination de tout le corps social à des pouvoirs autocratiques, et de la domination des autres peuples par la force. La société idéale serait, de toute évidence, celle dont l'organisation évoluerait parallèlement à la civilisation.

L'ORGANISATION ET LA CIVILISATION DANS LES ÉTATS DE L'ANTIQUITÉ

L'examen attentif de l'histoire des grandes sociétés antiques permet de croire que cet idéal fut, inconsciemment, celui de la masse sociale de la plupart de ces sociétés, et consciemment, celui des penseurs qui parlèrent au nom de cette masse. Mais il révèle aussi que l'évolution de toutes les sociétés anciennes vers la civilisation véritable fut presque constamment entravée par les passions des classes dirigeantes et par l'organisation que celles-ci instituèrent.

Les Assyriens, avec un monarque revêtu d'un pouvoir politique et d'une puissance religieuse allant jusqu'à l'absolu, sont traités paternellement ou opprimés jusqu'à l'esclavage, suivant que le roi est doux ou brutal; ils sont tour à tour pacifiques et belliqueux, selon que le souverain aime la paix ou recherche la guerre; ils sont, en un mot, à la discrétion des vertus ou des vices d'un homme.

En Israël, avec des familles sacerdotales puissantes et une organisation fondée exclusivement sur la religion, le peuple resta presque entièrement étranger aux progrès économiques réalisés par ses voisins de la Phénicie dont les institutions avaient été inspirées par des dirigeants ayant le goût du commerce, de l'industrie, de la navigation.

En Grèce, l'organisation d'Athènes et celle de Sparte déterminent des évolutions tout à fait distinctes. Par le triomphe des principes libéraux incarnés dans une démocratie relativement instruite, Athènes devient l'une des villes les plus commerçantes, les plus industrielles, les plus artistiques, les plus élégantes et les plus intellectuelles qui aient existé en aucun temps; tandis que Sparte, dominée par une oligarchie autocratique, égoïste et brutale,

vit dans le culte de la force, dédaigneuse des arts, des lettres, de la science, ne pensant qu'à la guerre et n'élevant ses enfants que pour la guerre.

A Rome, l'organisation républicaine et l'organisation impérialiste qui lui fut substituée à la veille de notre ère, déterminèrent des formes d'évolution tout à fait distinctes. Sous la première de ces organisations, les guerres offensives sont rares, les mœurs sont austères. Les classes dirigeantes sont dures et très attachées à leurs pouvoirs ou privilèges, mais elles sont dévouées à l'intérêt public et soucieuses du bon renom de la République dont les affaires sont gérées avec honnêteté, patriotisme et désintéressement. La masse sociale préoccupée surtout d'accroître ses libertés et ses droits, de mériter les pouvoirs dont elle poursuit la conquête, se montre indépendante et honnête dans l'exercice des fonctions qui lui incombent. Ce fut la grande période de l'évolution morale des Romains, celle qui, en marchant vers la civilisation, aboutit à l'organisation de la démocratie ou, du moins, à l'accession des plébéiens à l'exercice d'une partie des pouvoirs publics et à la promulgation de la loi relativement libérale des Douze-Tables, dont les principes venaient d'Athènes.

Pendant cette période, comme les armées étaient formées exclusivement de citoyens, le peuple de Rome se montra relativement pacifique. Les soldats avaient toujours, il est vrai, leur part du butin amassé par les généraux vainqueurs (et la guerre, par conséquent, n'était pas sans profiter à ceux qui la faisaient), mais le peuple trouvait sans doute que les risques à courir dans les guerres étaient supérieurs aux profits qu'il en pouvait tirer.

L'ère des grandes guerres de conquêtes ne s'ouvrit que le jour où le Sénat autorisa le recrutement des armées parmi les peuples dont Rome avait entrepris la colonisation; mais elle avait été préparée par la corruption politique des diverses classes sociales.

Tandis que, dans les premiers temps de la République, le Sénat, c'est-à-dire l'oligarchie dirigeante, n'était formé que des chefs des anciennes familles, personnages simples, honnêtes, austères même et rudes, profondément attachés par tradition et par éducation à la République dont ils géraient les affaires comme leurs propriétés personnelles, on y introduisit peu à peu des hommes sans traditions et sans éducation, guidés uniquement par l'ambition personnelle ou

par le désir de chercher dans la gestion des affaires publiques un moyen de servir leurs intérêts personnels. La haute assemblée perdit dès lors les vertus qui avaient fait sa puissance, et le respect dont le peuple l'entourait.

Au-dessous du Sénat, le corps des chevaliers subit, pour des motifs analogues, une corruption égale. De fermé qu'il avait été d'abord, il s'ouvrit à tous les ambitieux assez riches pour oser y solliciter leur entrée. Avec la respectabilité, il perdit toute l'autorité politique et morale dont il avait joui dans le passé.

Enfin, le peuple lui-même fut gagné par la corruption des hautes classes. Comme toutes les fonctions publiques étaient distribuées au moyen de l'élection et représentaient pour les titulaires des avantages matériels considérables, les candidats substituèrent ou ajoutèrent, petit à petit, à leurs titres intellectuels et moraux, des distributions d'aliments ou d'argent dont l'importance s'accrut avec une extrême rapidité par le fait de la concurrence. Des comités se constituèrent au moyen desquels, clandestinement d'abord, publiquement ensuite, les candidats achetaient les voix des électeurs, les justiciables achetaient les juges, les hommes d'affaires achetaient les sénateurs. Et tout le monde haussait les épaules lorsque le vieux Caton faisait entendre ses lamentations sur la corruption des mœurs.

Ce fut en exploitant cette corruption que César devint, tour à tour, souverain pontife, préteur et proconsul de l'Espagne ultérieure. Parvenu à chacune de ces fonctions par l'argent, il profitait de chacune d'elles pour combler les plébéiens de faveurs qui lui facilitaient l'accession de la suivante. Les jeux qu'il prodiguait au peuple et les distributions d'argent faites par ses comités étaient si considérables, que le jour où il reçut le gouvernement de l'Espagne, ses dettes s'élevaient à plus de 38 millions de notre monnaie. Mais, après un court séjour en Espagne, il revenait assez riche pour payer ses dettes et acheter de nouveaux suffrages. Son armée, gorgée de butin, l'avait proclamé *imperator*. Quant aux populations espagnoles, elles étaient ruinées, décimées ou transformées en esclaves que les marchands achetaient aux vainqueurs.

L'énorme popularité dont jouit alors César auprès du peuple romain offre pour le philosophe un intérêt capital, parce qu'elle permet de comprendre pourquoi, à de certaines heures de l'histoire de quelques peuples, on a vu la masse sociale paraître oublier son

attachement traditionnel et logique pour la paix et se montrer favorable à la guerre comme les classes dirigeantes.

Gagné par les victoires que César avait remportées en Espagne et surtout par les générosités que sa nouvelle fortune lui permettait de répandre, le peuple impose sa nomination au consulat. Il en est récompensé par d'abondantes distributions de blé et par la répartition des terres de la Campanie entre 20 000 plébéiens. Le nouveau consul s'acquiert en même temps la sympathie des chevaliers en leur accordant une part des impôts; puis il se fait nommer proconsul des Gaules. Pendant huit ans il y accumule butin sur butin, vend esclaves après esclaves et voit grandir encore sa popularité. La conquête de cette Gaule sur laquelle Rome avait toujours jeté un regard inquiet, car elle en redoutait les belliqueux habitants, provoqua dans toutes les parties de la population romaine un enthousiasme d'autant plus ardent que le vainqueur prodiguait l'or et l'argent dérobés aux Gaulois, payait les dettes de ses officiers et les plaisirs de ses soldats, multipliait les jeux pour la plèbe, élevait des constructions magnifiques, faisait, en un mot, profiter le peuple et l'armée des dépouilles de la Gaule.

Quelques mois plus tard, le favori du peuple franchissait avec son armée le Rubicon, malgré l'interdiction des lois, entraît en vainqueur dans Rome d'où s'étaient enfuis la plupart des détenteurs de l'autorité, s'emparait du trésor de l'État, instituait sa dictature sur les ruines des institutions républicaines et substituait son omnipotence aux droits politiques que le peuple avait mis sept siècles à conquérir. Le triomphe de l'homme de guerre et la glorification de la guerre par la démocratie marquait la déchéance du peuple et l'éclipse des principes démocratiques.

Sous le régime impérialiste que César inaugure, l'organisation politique, administrative, judiciaire et financière de l'empire romain prendra un tel développement et une telle force qu'elle survivra à l'empire lui-même; mais partout la cupidité, l'ambition personnelle, la corruption sont substituées à l'honnêteté qui avait fait la grandeur de la République. La civilisation est en voie de régression.

On ne voit celle-ci se relever que pendant les soixante-dix années du III^e siècle de notre ère, qui virent se succéder sur le trône les empereurs philosophes : Antonin, Marc-Aurèle, Trajan, etc.

Leur programme de gouvernement n'était pas nouveau, c'était celui des philosophes grecs des v^e et iv^e siècles de l'ère antique, celui de Zénon, de Platon, d'Aristote, d'Épicure, transmis de la Grèce à Cicéron, à Sénèque, à tous les penseurs des derniers temps de la République romaine; c'était celui dont la réalisation assurera quelque jour le triomphe de la civilisation sur la pure organisation. Il était fondé sur la sociabilité des hommes et sur le respect des libertés naturelles. Non seulement il condamnait la guerre comme contraire aux intérêts des peuples et à la fraternité par laquelle leur origine commune les lie, mais encore il préconisait l'amour de l'homme pour l'homme, quelle que soit sa condition, la suppression des barrières dressées entre les nations et le rapprochement des peuples sous une même et unique loi, celle que la nature a inscrite dans tous les êtres en les organisant et créant leurs besoins.

Zénon voulait, d'après les souvenirs conservés par Plutarque, « que nous, c'est-à-dire les hommes en général, ne vivions point par villes, peuples et nations, étant tous séparés par loix, droits et coutumes particulières, ains que nous estimions tous hommes noz bourgeois et noz citoyens; et qu'il n'y ait que une sorte de vie, comme il n'y a que un monde, ni plus ni moins que si ce fust un mesme troupeau paissant sous mesme berger en pastis commun ».

Quatre siècles plus tard, Sénèque, un Latin, ministre de Néron, témoin des horreurs et des misères qui toujours accompagnent la guerre et spectateur des luttes sociales où les hommes dépensent la meilleure partie de leurs forces, écrit à son ami Lucilius : « Comment faut-il agir envers les hommes? Qu'entendons-nous par là? Quels sont les préceptes que nous donnons? D'épargner le sang humain? N'est-ce pas bien peu que de ne pas vous rendre nuisible quand vous devriez être utile? La belle gloire pour un homme d'être humain envers un autre homme! Ordonnons de tendre la main au naufragé, de montrer le chemin au voyageur égaré, de partager son pain avec celui qui a faim. Mais pourquoi m'arrêtera-je au détail de ce qu'il faut faire ou éviter, quand je puis, en peu de mots, rédiger la formule générale des devoirs de l'humanité? Cet univers est un; nous sommes les membres d'un grand corps. La nature, en nous formant des mêmes éléments et pour les mêmes fins, nous a créés parents; c'est elle qui nous a liés les uns aux autres par un attachement mutuel et nous a fait sociables; elle qui

a établi la justice et l'équité; c'est la vertu de ses lois qu'il est plus fâcheux de faire que de recevoir du mal; c'est d'après son ordre que nos mains doivent toujours être prêtes à seconder nos semblables. Ayons toujours dans le cœur et à la bouche cette maxime : homme, je ne puis regarder comme étranger rien de ce qui touche les hommes. Pénétrons-nous-en; nous sommes certainement faits pour vivre en commun. Notre société ressemble à une voûte qui tomberait si ses diverses parties ne se prêtaient un support mutuel. »

Il condamne la guerre offensive au même titre que l'homicide : « Nous réprimons, dit-il, le meurtre individuel; mais qu'est-ce que la guerre, et ce crime glorieux qui consiste à égorger des nations entières.... Des cruautés se commettent au nom de sénatus-consultes et de plébiscites; l'autorité publique commande ce qui est défendu aux particuliers. » D'autre part, il félicite son ami Lucilius de traiter ses esclaves en amis, en membres de sa famille. « Ils sont esclaves! ajoute-il, mais ils sont hommes.... Ils sont nés de la même semence que vous, ils jouissent du même ciel, respirent le même air, et, comme vous, vivent et meurent. Ils peuvent vous voir esclave comme vous pouvez les voir libres.... Le père commun, c'est le monde. Par des degrés ou brillants ou obscurs, chacun de nous remonte à cette origine première.... Qu'est-ce que ces mots : chevalier romain, esclave, affranchi? Des noms créés par l'ambition. Nul n'est plus noble qu'un autre, s'il n'a l'esprit plus droit et plus propre à la vertu. »

Ces principes, Sénèque s'efforça d'en faire la règle de conduite de Néron et paya de sa vie cette tentative hardie. On ne saurait lire sans une saine émotion le programme admirable que, par une habile fiction, il place dans la bouche de son impérial élève et maître. Néron étale la toute-puissance dont il est revêtu : « Je suis, déclare-t-il, pour le genre humain entier, l'arbitre de la vie et de la mort. Le sort et l'état des hommes sont remis entre mes mains; ce que la fortune veut donner à chaque individu, elle le déclare par ma bouche. Ces milliers de glaives retenus dans le fourreau par la paix que je maintiens, je puis d'un signe les en faire sortir. Il m'appartient de décider quelles nations seront anéanties, transportées dans d'autres lieux, affranchies ou réduites en servitude; quels rois deviendront esclaves, quels fronts seront ceints du diadème, quelles villes doivent tomber ou s'élever. » Ce pouvoir

absolu, Sénèque indique, par la bouche même de Néron, l'usage qui doit en être fait. Ni la fougue de la jeunesse, ni la colère, ni la témérité ou l'obstination, ni « la vanité cruelle trop commune chez les dominateurs des nations » ne dirigeront la conduite du prince. Chez lui, « le glaive est enfermé ou plutôt captif », tant il est « avare du sang, même le plus vil ». Il suffira d'être homme pour trouver grâce et faveur auprès de lui. Il réglera sa conduite sur les lois, et si les dieux « lui demandaient compte du genre humain qu'ils lui ont confié, il serait toujours prêt à le leur rendre ». Lorsqu'il eut violé tous ces principes, Néron fit mourir son mentor.

Sénèque avait, trop tôt pour sa sécurité, développé les règles de conduite d'un monarque absolu, qui aurait pour but le progrès de la civilisation parmi ses sujets.

Antonin, Marc-Aurèle et les autres empereurs dits philosophes s'efforcèrent d'être des monarques de cette sorte. Parvenu à l'apogée de la puissance dont un homme peut être revêtu, Marc-Aurèle écrit modestement : « Je remercie les dieux de m'avoir donné de bons aïeux, de bons parents, une bonne sœur, de bons maîtres, et, dans mon entourage, dans mes proches, dans mes amis, des gens presque tous remplis de bonté. » Il ajoute que, grâce à son maître de rhétorique Fronton, il a senti « tout ce qu'il y a dans un tyran d'envie, de duplicité, d'hypocrisie et combien il y a peu de sentiments affectueux chez ces hommes que nous appelons patriciens ». Il remercie ceux qui « lui ont fait concevoir l'idée de ce que c'est qu'un État libre, où la règle est l'égalité naturelle de tous les citoyens et l'égalité de leurs droits », et celle « d'une royauté qui place avant tous les devoirs le respect de la liberté des citoyens ».

L'histoire nous a transmis avec les décrets et les actes de ces empereurs philosophes, la preuve qu'ils s'étaient efforcés de mettre en pratique les principes de liberté qu'ils avaient puisés dans l'enseignement des penseurs de l'Hellade. Par eux, les droits des citoyens sont étendus, la situation de la femme et des enfants est améliorée dans la voie de leur émancipation, le sort des esclaves est profondément modifié par des mesures qui les protègent contre les abus commis par les maîtres et tendent à les introduire dans la famille. De nombreuses écoles sont créées en vue de l'instruction des enfants du peuple; des hôpitaux et des services d'assistance sont institués; de nombreuses sociétés sont créées en faveur des jeunes

filles et des orphelins; les classes dirigeantes s'humanisent au spectacle de l'humanité des détenteurs du pouvoir suprême et tout est fait par ces derniers pour éviter les horreurs de la guerre.

On peut résumer l'œuvre des empereurs philosophes en disant que l'organisation donnée par eux à l'empire avait pour but et eut pour résultat d'améliorer le sort matériel de la société romaine, d'accroître la puissance de l'empire, tout en faisant progresser la morale privée et publique. Par ce dernier progrès, les empereurs philosophes travaillèrent réellement au profit de ce que je considère comme la civilisation véritable.

L'autocratie violente des empereurs syriens qui leur succédèrent eut vite fait de réveiller les ambitions et les appétits des classes dirigeantes et les passions de l'armée, tandis que les peuples mécontents, ruinés par la guerre, pressurés par le fisc, se tournaient vers le christianisme, dans lequel ils espéraient trouver un sauveur.

VI

L'ORGANISATION ET LA CIVILISATION DANS LES SOCIÉTÉS DU MOYEN AGE ET MODERNES

Lorsque l'empire s'écroula sous la poussée des barbares, il ne restait presque plus rien de la civilisation qui avait si rapidement progressé sous les empereurs philosophes et il n'y avait plus qu'une seule organisation : celle du christianisme.

Tandis que les envahisseurs francs, goths ou burgondes s'établissaient dans les campagnes et posaient les bases du régime anarchique de la féodalité, les évêques prenaient, dans les villes, la place des autorités impériales et la direction des municipes. Au VII^e siècle, l'Église représentait une puissance énorme, consciente de sa force et résolue à imposer son autorité aux seigneurs, aux princes, aux rois ou empereurs comme aux peuples. Le moine Hildebrand, devenu Grégoire VII, excommunie l'empereur d'Allemagne, délie ses sujets de l'obéissance qu'ils lui doivent et sa parole a tant d'autorité qu'elle est immédiatement obéie. Abandonné même de ses plus vils courtisans, Henri IV est obligé d'aller seul, sans escorte, à Canossa, implorer le pardon du souverain pontife qui, avant de le recevoir, le contraint à rester pendant trois jours devant la porte du château, les pieds nus dans la neige et le corps couvert d'un silice. Menacé d'une excommunication analogue par le même chef de l'Église, le roi de France Philippe Auguste s'incline humblement devant lui.

L'Église alors est vraiment toute-puissante, grâce à une organisation qui fait du successeur de Saint-Pierre un chef obéi par toute la hiérarchie ecclésiastique et respecté par les princes autant que par les peuples. Dans l'anarchie féodale, son organisation lui donne une force dont jamais aucun empereur romain n'avait joui. Aussi

n'est-on point étonné de voir, lors du jubilé de l'année 1300, le pape Boniface VIII recevoir les ambassadeurs de l'empire germanique et du royaume de France, une triple couronne sur la tête, le globe et l'épée en mains, par cette parole d'un incommensurable orgueil : « C'est moi qui suis César, c'est moi qui suis l'empereur ! »

La puissance de l'Église avait, en effet, à ce moment, atteint son apogée, mais elle était à la veille de sa ruine, parce que son organisation était en contradiction absolue avec les intérêts les plus essentiels de la masse sociale.

Dès le v^e siècle, les évêques s'étaient emparés du monopole de l'enseignement; mais ils n'en avaient usé que pour supprimer les écoles créées sous les empereurs, interdire la lecture des auteurs grecs et latins et ne conserver dans les écoles épiscopales, seules autorisées, que l'enseignement de la religion. Leur hostilité à l'égard des lettres et de la science était telle que bientôt une partie notable des évêques croupit dans une ignorance aussi absolue que celle des seigneurs les plus barbares.

L'Église s'était également emparée du monopole de l'assistance, mais elle l'avait transformée en un simple instrument de domination. Elle semblait s'efforcer d'encourager la misère afin d'accroître l'effectif de ses clients, car tous les pauvres, toutes les veuves, tous les orphelins, tous les vagabonds qu'elle secourait tombaient automatiquement sous sa juridiction, ne connaissaient plus d'autre autorité que la sienne. Dès le vi^e siècle, la justice des évêques s'étendait sur une grande partie de la population des villes. Mais, tandis que le nombre des mendiants et des vagabonds s'accroissait, celui des travailleurs allait en diminuant. La charité intéressée créait la fainéantise et la misère. Quant au service des malades, il était au-dessous de tout ce que l'on peut imaginer : les moines remplaçaient les médecins et les hôpitaux n'étaient que de sordides lieux de contagion.

Lorsque le régime féodal fut constitué, on vit la plupart des évêques rivaliser avec les seigneurs en humeur belliqueuse, en autocratie et en dépravation. Un historien profondément religieux a tracé de la société au xi^e siècle, c'est-à-dire à l'époque de la toute-puissance de l'Église, un tableau qui permet d'apprécier exactement la valeur de l'organisation du christianisme, au point de vue du développement de la civilisation. « La force brutale, dit Lavallée¹, était

l'unique maîtresse de la société et en perpétuait les misères et l'anarchie. Les rois et les princes ne songeaient qu'à assouvir sur les faibles leurs passions rapaces, féroces et impudiques. La guerre était toute l'existence des barons, qui couraient sans cesse par les chemins pour vider une querelle, chercher du butin, avoir des aventures. Le peuple des villains et des serfs était livré à des souffrances perpétuelles; les champs restaient incultes et déserts, et les famines étaient si affreuses « qu'il semblait, dit Glober, que ce fût un usage consacré que de manger de la chair humaine ». L'occident paraissait retourner à l'état sauvage; la civilisation y semblait anéantie : « Le mal déborde partout, écrivait Pierre Damien; le monde n'est plus qu'un abîme de méchanceté et d'impudicité. » L'Église elle-même devenue toute matérielle et féodale, plongée dans l'immoralité la plus profonde, était menacée de ruine.... La plupart des prêtres étaient mariés ou vivaient publiquement avec des concubines. Depuis que les évêchés et les abbayes étaient devenus de véritables souverainetés féodales, la liberté des élections n'existait plus, et la violence ou la corruption donnaient seules les dignités ecclésiastiques.... Avec ce clergé marié, simoniaque, vendu aux princes, composé presque entièrement d'hommes de sang et de débauche, l'Église était perdue et, pour comble, la papauté se trouvait mise à l'encan comme les autres évêchés.... Les rois de Germanie nommaient directement les papes et exerçaient tout le pouvoir dans Rome. »

Il serait injuste de rendre l'Église responsable de l'anarchie, de l'immoralité et des misères exposées dans ce triste tableau; on peut même rappeler les efforts faits par certains papes pour les combattre; mais il est impossible de nier qu'ils y furent impuissants et que l'Église se laissa elle-même corrompre. C'est que son organisation, basée sur l'ignorance et l'absolutisme, ne permettait ni la lutte des idées, ni la concurrence des intérêts qui sont indispensables au progrès moral comme au progrès matériel.

Si le christianisme n'avait pas contribué au progrès de la civilisation, il avait, par contre, introduit dans le monde une cause nouvelle de guerres civiles et internationales.

Ainsi qu'il résulte des pages citées au début de cette causerie, les

philosophes grecs et romains n'avaient signalé, comme causes déterminantes des guerres, que les deux passions de l'ambition et de la cupidité ; le philosophe moderne est tenu d'y ajouter la passion religieuse.

L'antiquité n'a pas connu les guerres de religion. Chez les Grecs et les Latins, chaque famille avait son culte particulier, dont le père était le prêtre et dont personne n'aurait osé s'occuper. Chaque cité avait également sa religion particulière dont les autres n'avaient pas à connaître. On voit dans les épopées grecques ou latines, les dieux de chaque cité se battre avec ses soldats, mais l'histoire nous apprend que jamais le vainqueur ne tentait d'imposer sa religion aux vaincus. Seul, le petit peuple d'Israël offre des faits de ce genre. C'est que lui seul connut la passion religieuse. A Rome, tous les cultes de l'Orient et de l'Occident se pratiquaient publiquement. On ne demandait à leurs adeptes que de respecter la religion de la cité, comme les autorités de la cité respectaient les croyances les plus diverses. S'il y eut des sévices exercés contre les chrétiens, c'est uniquement parce qu'ils se montraient intolérants avec violence contre tous les cultes autres que celui du Christ et surtout contre le culte de la cité : *Romæ et Augusto*.

Logique avec lui-même, dès qu'il fut devenu le maître de l'empire, le christianisme s'attacha à la destruction non seulement des cultes païens, mais encore des hérésies chrétiennes. Et comme les persécutions ne suffisaient pas, l'Église eut recours à la guerre. Après avoir converti Clovis et les Francs, elle les lance contre les Burgondes et les Wisigoths, parce que ceux-ci ont adopté l'hérésie d'Arius. « Il me déplait, déclare Clovis, que des hérétiques possèdent la plus grande partie de la Gaule. Marchons contre eux et avec l'aide de Dieu nous prendrons leur terre qui est bonne. » Et l'un des évêques qui ont provoqué cette guerre lui écrit : « Lorsque tu combats, c'est nous qui triomphons. » Deux siècles plus tard, si Pépin fait la guerre aux Lombards, c'est à la demande du Pape qui veut débarrasser l'Italie de ces hérétiques. Pépin remet au souverain pontife ses conquêtes qui constituent les premiers États pontificaux ; en échange de quoi le pape le sacre roi et institue la royauté de droit divin. Si Charlemagne conquiert la Saxe, c'est encore sous la poussée de l'Église, au nom de laquelle il impose à tous les habitants l'obligation de se faire chrétiens et punit de mort ceux qui

refusent de pratiquer le jeûne religieux. Et Charlemagne est sacré par le pape empereur d'Occident.

Au XI^e siècle, c'est contre les musulmans, les hérétiques grecs et les juifs que la papauté soulève tous les princes et seigneurs de l'Occident. Pendant deux siècles, se prolonge, sous le nom bien significatif de « croisades », une ère de guerres religieuses rendues atroces par les massacres continuels de musulmans, de juifs, d'hérétiques grecs, auxquels l'Église romaine pousse par les prédications incessantes de ses évêques, de ses prêtres et de ses moines. Au XIII^e siècle, une nouvelle croisade, contre les Albigeois, ordonnée par la papauté, précipite les catholiques zélés et les chevaliers pilards du nord de la France contre les hérétiques du midi dont on brûle les villages ou les villes et que l'on massacre en masse. Et cela dure pendant plus de vingt années. Au XVI^e siècle, l'écllosion d'une hérésie nouvelle, celle du protestantisme, est suivie de persécutions et de guerres religieuses qui se prolongèrent pendant près de deux siècles. Des flots de sang coulent, des centaines de villes sont détruites, des territoires immenses sont ruinés, des misères sans nombre sont déterminées par le seul fait que catholiques et protestants ne sont pas d'accord sur la présence du corps de Dieu dans l'hostie, sur la nécessité du baptême, sur la grâce et autres dogmes ou mystères que l'esprit humain est incapable de comprendre, mais avec lesquels les Églises surexcitent la passion religieuse jusqu'à la folie sanguinaire. Le plus grand crime politique des temps modernes, le massacre de la Saint-Barthélemy, ordonné par Charles IX, dans lequel vingt ou trente mille protestants furent égorgés à Paris, à Orléans, à Saumur, à Troyes, à Rouen, à Toulouse, etc., provoqua l'enthousiasme à la cour pontificale et fut célébré par les catholiques de tous les pays; le parlement de Paris ordonna qu'une procession annuelle en consacrerait le souvenir et le roi fut acclamé par un peuple immense lorsqu'il alla voir, à Montfaucon, le cadavre de l'amiral Coligny que l'on y avait pendu à un gibet infamant. Faut-il rappeler que Philippe II, roi d'Espagne, écrivit à Charles IX pour le féliciter de « ce grand service à la gloire de Dieu et au bien universel de la chrétienté »? Ce même Philippe ne provoqua-t-il pas guerres sur guerres, pendant trente années, parce qu'il avait formé, d'accord avec la papauté, le projet de détruire la Réforme? Un siècle plus tard, les guerres par lesquelles Louis XIV troubla l'Europe pendant

cinquante ans ne furent-elles point en grande partie occasionnées par le désir qu'il avait d'ajouter la puissance spirituelle à son autocratie temporelle?

Pendant la longue période de siècles qui s'écoula depuis le triomphe du christianisme sur l'empire romain jusqu'à notre grande révolution, les guerres incessantes qui ensanglantèrent l'Europe furent, comme celles des temps anciens, inspirées par l'ambition et la cupidité des seigneurs, des princes, des rois ou des empereurs; mais à ces deux passions s'en ajouta presque toujours une autre, inconnue de l'antiquité grecque et latine, née de la foi chrétienne : la passion religieuse. Cette dernière excita les peuples à un plus haut degré encore, peut-être, que les autres; et il n'y a pas lieu de s'en étonner, car elle est d'autant plus ardente chez les hommes qu'ils sont plus ignorants.

Tous les faits que je viens de rappeler, — aussi bien ceux de l'histoire que ceux de la biologie, — répondent, sans que j'aie besoin d'y insister, aux esprits mystiques dont notre temps lui-même n'est pas dépourvu, d'après lesquels la guerre serait due à des causes naturelles, comme la superpopulation, la disette des vivres, etc., qui la rendaient inévitable, nécessaire et même utile.

La connaissance de ces faits permet aussi de se rendre compte pourquoi, à toutes les époques de l'histoire de l'humanité, il s'est trouvé des hommes assez sages pour condamner la guerre, et pourquoi l'évolution de la mentalité à cet égard n'a pas suivi la même direction dans les masses sociales que dans les classes dirigeantes.

VII

L'ÉVOLUTION DES MASSES SOCIALES VERS LA CIVILISATION EN FRANCE

En France, plus que dans tous les autres pays de l'Europe, il est facile de saisir la différence qui se produisit, au cours des siècles, entre l'évolution mentale des dirigeants et celle du reste de la nation. A partir du v^e siècle, les dirigeants, dans notre pays, sont, d'une part, les Germains devenus grands propriétaires en attendant qu'ils devinssent barons, seigneurs et princes; d'autre part, les évêques dont la tendance était de se transformer en seigneurs et en princes. Les uns et les autres ne rêvant que de domination et de richesse, tombent fatalement dans la guerre qui a pour objet de procurer l'une et l'autre. Leurs moyens d'action sont identiques parce que leurs buts sont les mêmes; au x^e siècle, ils ont atteint ce but, ils ont créé le régime féodal, « c'est-à-dire une nouvelle forme de l'État, une nouvelle constitution de la propriété et de la famille, le morcellement de la souveraineté et de la juridiction, tous les pouvoirs publics transformés en privilèges domaniaux, l'idée de noblesse attachée à l'exercice des armes, et celle d'ignobilité à l'industrie et au travail¹ ». De l'omnipotence de ces dirigeants résulte nécessairement leur corruption et tous les abus de pouvoir notés par les historiens. De là aussi résultent les guerres perpétuelles de seigneur à seigneur, qui ensanglantent le territoire et réduisent les populations à la misère. Lorsque la royauté se sera élevée au-dessus des seigneurs, elle ne pourra les dominer qu'en les occupant à la guerre, car ils seront incapables de faire autre chose. A peine le sol de la France est-il débarrassé des Anglais, que Charles VIII ouvre l'ère des guerres de conquête auxquelles s'adon-

1. Aug. Thierry, *Hist. du Tiers Etat*, ch. 1, p. 21.

neront tour à tour François I^{er}, Louis XIV, Napoléon, chacun d'entre eux ruinant la France pour satisfaire ses ambitions et créant la misère pour acquérir la gloire. Tous glorifiés par le peuple tant qu'ils remportent des victoires; tous délaissés, abandonnés, reniés par ce même peuple lorsqu'ils sont vaincus. Et à tous s'applique très exactement le mot de Montesquieu rappelé plus haut : « L'esprit de la monarchie est la guerre et l'agrandissement ».

Les masses sociales se laissent facilement entraîner, griser même par cet esprit, à certaines époques, car elles ont été éduquées par la monarchie à vénérer « la guerre et l'agrandissement ». Mais en dehors de ces heures de griserie, elles évoluèrent, en France, constamment, dans une direction très différente de celle qui était suivie par la classe dirigeante. Tandis que cette dernière se préoccupait exclusivement d'accroître sa domination et sa richesse et recourait pour cela volontiers à la guerre, la masse sociale pensait surtout à améliorer sa situation matérielle que la guerre compromettait, et tendait à s'émanciper de la classe dirigeante pour échapper aux conséquences de sa domination.

Dans cette masse frappée d'ignobilité parce qu'elle était contrainte de travailler et qualifiée depuis le moyen âge de roture, des éléments très différents pouvaient être distingués, depuis l'esclave attaché à la personne, ou le serf lié à la terre, jusqu'aux hommes plus ou moins instruits et tout à fait libres qui exerçaient les fonctions publiques dans les villes ou pratiquaient les professions libérales. Ces derniers, en dépit de tous les efforts faits par l'Église pour supprimer la lecture des auteurs grecs et latins et l'étude des sciences, avaient toujours cherché à s'instruire; ils y étaient parvenus avec des facilités sans cesse croissantes au fur et à mesure que l'autorité de l'Église s'affaiblissait et que la foi chrétienne s'atténuait. Au XII^e siècle, certains évêques, abbés, prêtres ou moines donnèrent eux-mêmes l'exemple de publications latines imitées des auteurs païens. Puis, les Arabes introduisirent dans notre pays les œuvres d'Aristote et le goût des auteurs grecs qui se répandit avec une extrême rapidité, comme il arrive, dans votre pays, pour tout ce qui est nouveau. Le désir qu'avait la royauté naissante de substituer sa justice à celle de l'Église contribua puissamment encore au progrès de l'instruction et au retour des esprits vers l'antiquité. On peut dire que dès le XII^e siècle, grâce à la découverte des Pandectes

de Justinien, à l'enseignement du droit romain et à l'esprit frondeur des vingt-cinq mille étudiants de l'Université de Paris, la période de la Renaissance fut ouverte dans notre pays.

Dès lors, tous ceux qui pensent vont chercher dans la philosophie grecque et latine des idées, des méthodes, des principes moraux et politiques. Il semble que l'histoire de notre société veuille reprendre le cours de celle de l'Athènes du iv^e siècle et de la Rome des empereurs philosophes.

L'organisation de l'Église est impuissante à enrayer ce retour vers une civilisation qu'elle croyait avoir détruite pour toujours. Les peuples commencent à perdre la foi, tandis que les rois sont en lutte contre la puissance religieuse. L'Église détient encore le monopole de l'enseignement et de l'assistance, mais la fronde des professeurs et des élèves sape sa domination des esprits et la justice commence de lui échapper pour passer aux mains des juristes royaux. En 1296, lorsque le pape Boniface VIII interdit la pratique de la religion dans le royaume de France afin de punir Philippe le Bel de la répudiation de sa femme, les légistes de la couronne répondent au souverain pontife que le gouvernement temporel appartient exclusivement au roi et que les clercs dépendent de lui en tant que citoyens de France. C'est la rupture entre la monarchie et l'Église, la première affirmant qu'elle règne, gouverne, parle et agit, comme la seconde, au nom de Dieu.

La réunion, en 1302, à Paris, dans l'église Notre-Dame, du parlement que l'on considère comme la première assemblée des États généraux de France, coïncide avec la rébellion de Philippe le Bel contre le souverain pontife et elle consacre cette rébellion. La noblesse et la roture sont d'accord pour condamner les prétentions de l'Église à l'autorité temporelle et affirmer que le roi « ne reconnaît de son temporel souverain en terre fors Dieu ». Boniface VIII ayant répliqué par une Bulle où il affirme que « l'Église a deux glaives, l'un spirituel, l'autre temporel » et que les rois sont soumis à la « volonté du pontife », Philippe le Bel réunit un nouveau parlement où les accusations les plus graves sont portées contre le souverain pontife. Celui-ci veut répliquer par une Bulle qui remet le royaume de France à l'empereur d'Autriche, mais la veille du jour où il doit apposer sa signature sur ce document, il est attaqué dans son palais d'Agnani par les gens du roi de France et maltraité

au point qu'il en meurt, après quelques jours de perturbation mentale. Le roi très chrétien de France avait supprimé le dernier représentant de la monarchie théocratique en Europe. Désormais, les rois de France traiteront d'égal à égal avec le chef de l'Église romaine.

Libérée de l'autorité temporelle de l'Église par la royauté, la masse sociale, la roture, n'eut plus qu'une pensée héritée de la démocratie grecque : s'émanciper de l'aristocratie féodale et de l'autocratie royale, acquérir la jouissance des libertés que la nature attribue à tous les hommes, évoluer, en un mot, vers la civilisation.

Contre l'aristocratie féodale, la roture était déjà puissamment aidée par la royauté. Celle-ci avait favorisé le développement des communes en accordant à un grand nombre de villes des libertés et des droits qui les soustrayaient en même temps à l'autorité des seigneurs féodaux et à celle des évêques. Il en était résulté la formation d'une bourgeoisie instruite des affaires publiques, intelligente, active, laborieuse, devenue assez puissante, sinon pour imposer ses volontés, du moins pour les exprimer avec force et netteté dans toutes les réunions des États généraux qui eurent lieu depuis celle de 1355 jusqu'à celle de 1789 d'où sortit notre grande révolution. Dès la première de ces réunions, la roture proclame le principe essentiel de la monarchie constitutionnelle, en affirmant que l'autorité doit être partagée entre le roi et les trois États (noblesse, clergé, tiers) représentant la nation. Dans la réunion de 1484, à Tours, elle déclare que « le peuple est formé par l'universalité des habitants du royaume », et que « les États généraux sont les dépositaires de la volonté commune », que « l'État est la chose du peuple », qui « dans l'origine créa les rois », que « la royauté est un office et non un héritage », que « la souveraineté n'appartient pas aux princes qui n'existent que par le peuple » et que, en conséquence « un fait ne prend force de loi que par la sanction des États » représentants de l'universalité du peuple.

Ce n'étaient là que des paroles, mais les rois les encourageaient parce qu'ils avaient besoin du Tiers État pour lutter contre les prétentions de la noblesse et de l'Église; et, petit à petit, les deux grandes classes dirigeantes s'affaiblissaient tandis que la masse sociale conquérait des libertés, des droits, de la puissance, évoluait vers la civilisation telle que je l'ai définie plus haut. Elle devait néces-

sairement aboutir à la Déclaration des Droits de l'homme et à la destruction de la monarchie. Celle-ci, après avoir ruiné, de ses propres mains, les deux forces qui, en Angleterre, l'étaient encore en la modérant, selon l'expression très juste de Montesquieu, devait totalement s'effondrer le jour où le peuple serait assez fort pour imposer le principe démocratique comme fondement des pouvoirs publics.

Il était impossible qu'une aussi profonde transformation de notre société s'accomplît sans résistance de la part des organisations autoritaires, dont la civilisation fondée sur la liberté devait prendre la place. Mais, en dépit de ces résistances, un très grand pas a été fait, depuis un siècle, vers le but de civilisation véritable assigné à notre pays par tous nos penseurs de la Renaissance et du xviii^e siècle et par la Déclaration des Droits de l'homme. Dans le monde entier, on commence à comprendre que la liberté des individus et l'indépendance des nations sont les fondements indispensables des sociétés humaines et que sans elles il ne saurait y avoir de véritable civilisation.

VIII

L'ORGANISATION DE LA FORCE EN ALLEMAGNE

La lenteur des progrès réalisés par la mentalité humaine dans cette direction n'a pas été due seulement aux résistances des oligarchies qui prétendaient encore organiser la société à leur profit; elle a été déterminée aussi, dans une forte proportion, par la conduite de certaines autres nations.

Tandis que la France, l'Angleterre, l'Italie, les États-Unis, l'Amérique du Sud, le Japon et même la Chine, se dotant d'institutions libérales, évoluaient vers la civilisation véritable d'où résultent l'ordre intérieur et la paix internationale, l'empire germanique railait l'idée de liberté et s'organisait exclusivement en vue de l'emploi de la force à l'intérieur comme à l'extérieur. Plus les grandes nations citées plus haut s'attachaient à la liberté et à la paix, plus l'Allemagne développait l'organisation de l'autorité dans toutes les parties de ses pouvoirs politiques et administratifs, plus aussi elle accroissait ses forces militaires et navales.

Dès sa naissance, l'empire germanique fut doté par son créateur, le prince Otto de Bismarck, d'une organisation entièrement inspirée par l'idée de la force. Au sommet : un empereur autocrate affirmant lui-même tenir son pouvoir de Dieu et n'être responsable que devant Dieu; un chancelier et des ministres nommés par l'empereur, parlant et agissant au nom de l'empereur, responsables devant l'empereur seul; une Chambre élue dans des conditions telles que les plus riches doivent nécessairement y détenir la majorité; un état-major militaire et un corps d'officiers recrutés exclusivement dans la noblesse ou dans la classe riche, entourés d'honneurs et de privilèges qui les placent au sommet de la société; enfin une administration étroitement hiérarchisée et ne tenant son existence, comme l'armée, que de l'empereur; au-dessous de l'empereur encore, une classe de

grands propriétaires imbus de l'esprit féodal et une oligarchie d'industriels, de financiers, de commerçants dont le sort dépend de la volonté impériale. En bas : les bourgeois et la masse populaire ne pouvant faire entendre leur voix et connaître leurs besoins que par l'intermédiaire d'une presse dépourvue de liberté et de députés qui ne peuvent avoir aucune influence sur le gouvernement, car celui-ci n'est, à aucun titre, responsable devant eux.

Comme une pareille organisation devait inévitablement déterminer la lutte de la masse sociale contre les classes privilégiées et le gouvernement, Bismarck eut soin d'inspirer aux populations de l'Allemagne le désir impérieux d'étendre leurs territoires et de s'enrichir au détriment des autres peuples.

A l'exemple des Alexandre, des César, des Philippe II, des Charles-Quint, des Louis XIV, des Napoléon, Bismarck tourna l'Allemagne vers la guerre, la conquête, la spoliation, afin de la détourner des libertés qu'elle aurait pu désirer. Et, comme ses devanciers, il y réussit avec d'autant plus de facilité que les voisins de l'empire germanique étaient assez riches pour exciter les convoitises et assez pacifiques pour encourager l'esprit de domination de la Germanie.

Pour atteindre son but, Bismarck usa de la force la plus puissante, sans nul doute, dont l'humanité puisse disposer : celle de l'éducation. Les populations sur lesquelles il devait agir étaient, d'ailleurs, admirablement préparées pour recevoir les idées dont il se proposait de les imprégner.

Les hobereaux, la caste militaire qui en est issue et les oligarchies ploutocratiques, exclusivement préoccupées de leurs intérêts, voyaient nécessairement dans la guerre un moyen de conserver leurs privilèges, d'accroître leur influence dans l'État et de détourner la masse sociale des préoccupations relatives à son émancipation. Ils appelaient donc la guerre de tous leurs vœux. Les officiers la préparaient avec un soin minutieux afin qu'elle fût aussi courte et, par suite, aussi peu meurtrière que possible pour ceux qui la dirigeraient. Pour la première fois peut-être depuis qu'il y a des armées, on vit l'instruction militaire allemande s'attacher à dresser les soldats en vue des ruses les plus déloyales que l'imagination puisse concevoir et des violences les plus criminelles. La guerre allemande n'aurait pas seulement pour but de combattre et détruire les troupes enne-

mies, elle étendrait encore son rôle de destruction à tous les êtres et à toutes les choses des pays dans lesquels les armées germaniques ou leurs engins de guerre pourraient pénétrer. On enseignait aux soldats, en même temps que les meilleurs moyens de se soustraire aux coups de l'ennemi, les procédés les plus sûrs et les plus rapides pour incendier les villages ou les villes, et les prétextes à invoquer pour massacrer les vieillards, les femmes, les enfants, ravager les campagnes et dévaliser les usines. Le principe essentiel de l'éducation donnée aux soldats allemands était : Tout piller, tout détruire et tout tuer, afin de faire place nette pour la Germanie.

Ce principe, les écrivains militaires allemands avaient soin d'en souligner le caractère soi-disant « scientifique », en s'appuyant sur l'enseignement des universités.

Les intellectuels allemands avaient accepté d'autant plus facilement la théorie de la force préconisée par Bismarck et les Hohenzollern, qu'ils avaient faussement interprété les publications de Darwin et de ses disciplines sur la lutte pour l'existence et que depuis plus d'un demi-siècle tous les écrivains de la Prusse avaient préconisé la fusion de tous les États allemands en une plus grande Allemagne. La révolution de 1848 avait été facilement détournée de son but par la promesse que fit à son peuple le roi de Prusse d'unifier l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse. Après la défaite de l'Autriche à Sadowa et celle de la France, bien rares furent les intellectuels qui résistèrent aux directions données à l'opinion par le gouvernement impérial. On professa dans toutes les universités, collèges et écoles de la Germanie, que la force est l'élément essentiel de l'évolution de l'humanité, que tous les progrès ont été déterminés par la force, que la nature entière obéit aux directions de la force, que la bonté, la générosité, la fidélité à la parole donnée, etc., ne sont que des mots vides de sens et que l'on a le droit de faire tout ce que l'on a la force de réaliser, car la force crée le droit. L'une des personnalités les plus considérables de l'industrie allemande, le Dr Ratheneau, déclarait : « Les héros de Corneille ont sans cesse à la bouche des mots tels que « mon honneur, ma gloire, ma vertu » ; vous ne trouverez rien de pareil dans notre littérature et c'est là ce qui dans la vôtre nous choque le plus. » Un autre nous prédisait que nous serions dépouillés et dévorés par l'Allemagne, parce que

nous avons la sottise de tenir à l'humanité et à la paix. Tous les hommes, en un mot, qui, de l'autre côté du Rhin, avaient pour mission de créer ce que les Allemands appellent la « Kultur », travaillaient avec une inlassable et unanime ardeur à répandre dans les classes bourgeoises, sous une forme en apparence scientifique, les mêmes idées que les maîtres d'école inculquaient aux enfants du peuple : la suprématie de la force, la vanité de toutes les vertus humanitaires, le dédain de la liberté, la conviction que la race germanique est la plus parfaite des races et que ce titre lui crée le droit, voire le devoir de subjuguier toutes les nations, de leur imposer l'organisation germanique et de les exploiter au profit de la Germanie.

Ces idées, des milliers de jeunes hommes élevés dans les gymnases ou les universités allemandes, les transportaient dans toutes les parties du globe, les enseignaient dans les chaires des deux mondes et, surtout, les appliquaient dans l'industrie, dans le commerce, dans la finance, créant partout une sorte d'hégémonie intellectuelle et morale de l'Allemagne, en attendant l'hégémonie matérielle que l'empire germanique établirait plus tard au moyen de la puissance de ses armes. Et l'on ne saurait nier que les succès de tous ces agents du germanisme fussent partout considérables. Bien rares, même parmi nos concitoyens, étaient les gens qui ne manifestaient pas la plus grande estime pour « l'organisation » et la « kultur » germaniques.

La masse sociale allemande était préparée par ses traditions à s'incliner devant la théorie de la force, à rêver de guerres comme les hobereaux, les militaires et les intellectuels. Pendant des siècles, les classes populaires des petits États allemands avaient fourni à toutes les armées de l'Europe des soldats mercenaires, vendus par leurs princes comme des esclaves et ne songeant, comme les esclaves, qu'à vivre le mieux possible en travaillant le moins possible. La guerre étant alors infiniment moins meurtrière que de nos jours, le métier de soldat n'exposait pas à beaucoup plus de risques que les autres métiers et il était beaucoup moins pénible. L'ivrognerie et la débauche pendant la paix, le viol et le vol au cours des campagnes, étaient les vices mignons des reîtres germaniques. On les leur pardonnait aisément par ce qu'ils se battaient bien et, selon le mot de Montluc, savaient retrouver le chemin de la

caserne même quand leur cerveau était obscurci par les fumées du vin ou de la bière.

Les souvenirs de ce passé, perpétués dans les familles, furent aisément réveillés, dès la fondation de l'empire germanique, par les maîtres d'école qu'inspirait l'esprit bismarckien. Les enfants du peuple et leurs parents adoptèrent sans peine le catéchisme mystiquement matérialiste où la race allemande était représentée comme la race supérieure élue par Unser Got pour dominer toutes les autres et les faire travailler à son profit. Ouvriers et paysans, sous la conduite des instituteurs, s'agenouillèrent devant les autels du vieux dieu germanique, dieu de la force, de la spoliation et du massacre, et tous attendaient avec impatience le jour où il plairait à l'empereur de déchaîner la guerre. A la veille de cette dernière, on racontait aux paysans qu'avec l'argent de la France on leur ferait des rentes et l'on déroulait devant les yeux des ouvriers les tableaux des salaires énormes qu'ils toucheraient lorsque, les industries des pays vaincus ayant été détruites, l'Allemagne aurait le monopole de la fabrication de tous les produits les plus utiles aux hommes. Les maîtres d'école, les journaux, les sociétés de toutes sortes qui pullulent de l'autre côté du Rhin, les ligues, les fonctionnaires et les élus ayant répandu partout ces idées et ces promesses pendant un demi-siècle, la masse sociale n'avait qu'une pensée : conserver le gouvernement très fort qui préparait la guerre, accepter tous ses actes comme nécessaires aux victoires promises et favoriser le développement du militarisme d'où sortirait la satisfaction de toutes les ambitions et de tous les appétits. Si la masse sociale allemande, si les socialistes allemands les plus avancés eux-mêmes se sont montrés non moins impérialistes et militaristes que les hobereaux, il n'en faut pas chercher le motif ailleurs que dans l'éducation à laquelle les populations de l'empire ont été soumises depuis un demi-siècle.

Tous ces faits fournissent l'exemple le plus remarquable qu'il soit possible de trouver dans l'histoire de la puissance de l'éducation. Par elle, en cinquante ans, un peuple tout entier a été transformé en millions d'êtres de proie, dépourvus de toute morale publique, n'usant de la science qu'au profit de la barbarie la plus criminelle

et s'écartant d'autant plus de la civilisation véritable que leur organisation se développait davantage.

Sous l'influence de l'éblouissement produit par certains détails de cette organisation et par les progrès considérables réalisés par l'Allemagne dans l'industrie, le commerce, la navigation, etc., on admirait volontiers ce que l'on appelait le génie organisateur de l'empire germanique. Celui-ci ne se posait-il pas lui-même en modèle et n'affirmait-il pas sa résolution d'organiser le monde entier en lui imposant sa Kultur? On vantait l'admirable discipline du peuple allemand, son respect des lois, de la police, sa puissance militaire et maritime, son expansion sur le globe, etc., et l'on représentait son organisation comme un idéal vers lequel il était infiniment regrettable que l'esprit de notre peuple ne fût pas dirigé.

Il ne paraissait pas que personne vit la différence profonde qui existe entre les deux idées contenues dans les termes *organisation* et *civilisation*. Certes, l'empire germanique était fort bien organisé : sans parler de l'omnipotence de l'empereur devant laquelle le peuple entier s'inclinait docilement, ni de la hiérarchisation des diverses classes sociales les unes par rapport aux autres et de la discipline observée par tous les individus dans l'intérieur de chacune de ces classes, il n'est point contestable que les services publics étaient conçus de manière à fonctionner avec une parfaite harmonie. Les institutions de retraites, d'assurances, d'épargne, d'assistance publique, etc., méritaient sinon entièrement, du moins en grande partie les éloges qui leur étaient généralement adressés. J'en dirai autant de l'instruction publique et de l'armée ou de la marine. Je ne contesterai pas que la police était exercée avec une rigueur inconnue dans la plupart des pays occidentaux de l'Europe. Je consentirai même à reconnaître que la façon de faire circuler les gens et les voitures dans les grandes villes n'était point dépourvue d'avantages. Mais en tout cela je ne vois que certains éléments de a civilisation et non la civilisation elle-même.

Si l'on tient compte de l'esprit qui présida à l'organisation de l'empire germanique, on peut même affirmer que cette organisation était entièrement opposée à celle que comporte la vraie civilisation. La pensée qui présida à la création de toutes les institutions politiques, administratives, militaires, sociales et économiques allemandes, n'a été dissimulée par aucun des écrivains de l'autre côté du

Rhin qui en ont traité : elle consistait à courber toutes les individualités sous la discipline rigide de la collectivité dont elles faisaient partie. Dans l'armée, tous les soldats sont condamnés à rester toujours soldats et à ne jamais agir, voire parler ou penser que conformément à la consigne donnée par le sous-officier. Celui-ci, de son côté, restera toujours sous-officier et ne pourra jamais agir que par l'ordre de l'officier. Ce dernier, en dépit de la haute considération attachée à ses galons, n'a pas plus d'indépendance et ne jouit pas de plus d'initiative que les sous-officiers ou les soldats. Il ne peut penser et parler que conformément aux intérêts de la caste militaire à laquelle il appartient et de la caste des hobereaux dont il est sorti. Quant à ses actes, ils ne devront jamais être que l'effet de l'ordre donné par un supérieur. La plupart des témoins des combats et des batailles de la guerre actuelle se sont montrés étonnés de ce que les attaques allemandes se sont toujours faites par des masses de soldats et de sous-officiers tellement compactes que les projectiles y produisent des effets terribles. La vérité est que les soldats allemands seraient incapables de se battre en ordre dispersé, comme le font les soldats français ; ils ont été éduqués de telle sorte qu'ils fuient ou se rendent dès qu'ils ne se sentent pas entourés, pressés de tous côtés par des camarades et ne sont pas sous les yeux de leurs sous-officiers. Quant aux officiers, ils ne sont sûrs de leurs hommes que s'ils les poussent devant eux, le revolver au poing et sous la menace d'être tués s'ils reculent. Le soldat allemand est très brave, mais il ne l'est que si chaque individualité est soutenue, poussée pour mieux dire, par la collectivité. L'organisation militaire allemande a tué l'initiative individuelle ; elle a fait des soldats, des sous-officiers et des officiers des automates incapables d'agir s'ils ne sont mus par un ressort extérieur à chacun d'entre eux. Cette erreur d'organisation sera l'une des causes principales de la défaite finale à laquelle les armées allemandes sont condamnées.

La même erreur domine l'organisme de toutes les administrations publiques allemandes, ainsi que celle des usines, des maisons de commerce, et même des innombrables ligues ou sociétés dans lesquelles les Allemands aiment à se répartir. Comme si chacun était incapable de diriger lui-même sa vie, tous cherchent dans une hiérarchie étroite et une discipline rigoureuse la règle de leurs pensées, de leurs paroles et de leurs actes.

L'Allemagne, en somme, a été organisée par Bismarck et Guillaume II comme une immense caserne dont tous les habitants étaient soumis à une discipline de fer, où nulle initiative ne pouvait être prise par personne, où la vie de chacun dépendait de la collectivité dont il faisait partie et où toutes les collectivités, c'est-à-dire toutes les castes sociales, étaient soumises à l'autocratie du Kaiser. Que cette servitude générale fût volontaire, il n'est pas permis d'en douter depuis que l'on a vu se manifester, d'une part l'impérialisme des socialistes, d'autre part le militarisme des intellectuels. Et si elle était volontaire, c'est parce que toutes les classes sociales étaient d'accord pour attendre du régime de force institué par les Hohenzollern, la satisfaction des ambitions, des appétits surexcités, depuis un demi-siècle, par l'éducation distribuée à tous les enfants de l'empire.

IX

LA GUERRE DE 1914. LUTTE ENTRE L'ORGANISATION DE LA FORCE ET LA CIVILISATION

L'Allemagne entière, entraînée par son organisation essentiellement autocratique et trompée par la fausse science de sa « kultur », finit par croire qu'il lui suffirait d'être plus forte que les autres nations pour arriver à les dominer toutes et faire de son Kaiser l'empereur du monde. La foi dans le triomphe de la force accumulée pendant cinquante ans paraissait d'autant plus légitime que les plus grands peuples du monde, évoluant dans une direction tout à fait différente de celle de l'empire germanique, se montraient hostiles à l'emploi de la force, ne rêvaient que de paix, ne s'organisaient qu'en vue d'un accroissement incessant des libertés des individus et de l'indépendance des nations petites ou grandes. Tandis que l'empire germanique s'organisait, la France, l'Angleterre, l'Italie, les États-Unis se civilisaient. Par voie de conséquence, ces États s'affaiblissaient matériellement, alors que l'Allemagne se renforçait sans cesse. En 1914, l'Angleterre n'avait que la « petite et misérable armée » dont Guillaume se moquait si imprudemment; l'armée russe était inorganisée et totalement dépourvue de matériel de guerre; la France n'avait qu'une armée très insuffisante numériquement et très imparfaitement outillée, avec des frontières ouvertes sur le point où elles devaient être attaquées. Alors, l'Allemagne entière, beaucoup mieux renseignée par ses innombrables espions sur la situation de l'Europe qu'on ne l'était sur la sienne, estima que l'heure était venue de provoquer le conflit d'où elle croyait pouvoir sortir rapidement victorieuse. N'était-elle pas convaincue de la supériorité de son organisation sur notre civilisation?

Après trois longues années d'une guerre que les Allemands croyaient pouvoir gagner en trois mois, on peut, sans hésitation,

affirmer que la victoire finale consacrerait la supériorité de la civilisation sur la simple organisation. Et ce sont précisément les deux peuples les plus civilisés du monde qui auront, dès le début de la guerre, assuré cette victoire finale. La France n'aura-t-elle pas, aux yeux de l'histoire, le mérite d'avoir, par la bataille de la Marne, réduit à néant tous les plans stratégiques de l'empire germanique? La France et l'Angleterre n'ont-elles pas, sur l'Yser, arrêté la marche des armées allemandes vers les ports d'où l'Allemagne aurait pu partir à la conquête des Îles britanniques? La France n'a-t-elle point, à Verdun, démontré, d'une indiscutable manière, la supériorité des soldats et du matériel de guerre français sur les soldats et le matériel germaniques? L'Angleterre et la France ne voient-elles point, en ce moment même, les meilleures troupes de l'Allemagne s'arrêter, sur tout le front occidental, devant les intrépides troupes anglaises et françaises? Les victoires des deux grandes puissances civilisées et civilisatrices ne sont-elles pas rendues plus glorieuses encore par l'anarchie qui réduit à l'impuissance les armées russes et par la trahison qui a contraint les armées italiennes de reculer en dedans de leurs frontières?

Si parfaite que fût l'organisation germanique, les armées allemandes reculent devant celles de la France et de l'Angleterre. Si parfait que soit le matériel de guerre des Germains, il est aujourd'hui dépassé par celui des armées françaises et anglaises. Déjà aussi, les soldats des États-Unis et le matériel de guerre de la grande république se montrent, sans nul doute, supérieurs aux soldats et au matériel de l'Allemagne.

Pourquoi en est-il ainsi? C'est par la réponse des faits à cette question que je veux terminer cette étude.

Les Allemands ont cru qu'ils étaient supérieurs à tous les peuples qui se vantent d'être les héritiers des principes de civilisation de la Grèce et de Rome, parce qu'ils rejetaient comme fausses et inutiles les idées relatives à la liberté des individus et à l'indépendance des nations; ils se sont imaginés être des surhommes parce qu'ils déchiraient les traités les plus solennels comme de simples chiffons de papier, parce qu'ils incendiaient sans motifs les villages ou les villes et massacraient ou brûlaient leurs habitants, parce qu'ils détruisaient, pour le plaisir de détruire, les monuments du passé les plus

artistiques ou les plus sacrés, parce qu'ils coulaient les navires des neutres comme ceux des belligérants et noyaient les femmes ou les enfants pêle-mêle avec les matelots, parce qu'ils avaient inventé les liquides enflammés et les gaz asphyxiants; et ils croyaient, dans leur sot orgueil, que l'humanité tout entière s'inclinerait devant leur barbarie scientifique.

Or, les actes sur lesquels ils comptaient pour terroriser les nations civilisées sont précisément ceux qui détermineront la défaite de la Germanie.

La violation de la Belgique devait fatalement entraîner la Grande-Bretagne dans le conflit; les exploits des sous-marins contre les paquebots portant des Américains devaient non moins fatalement contraindre les États-Unis à prendre parti contre l'empire qui avait ordonné ces crimes; les incendies de villages, de villes, de monuments publics et d'églises, aggravés par les massacres de femmes, d'enfants, de vieillards, de prêtres, ne pouvaient que provoquer, dans le monde entier, le mépris du nom allemand et la haine de l'Allemagne; les intrigues et les attentats des espions, répandus par le gouvernement de Berlin dans tous les pays du monde, étaient si contraires aux principes de loyauté, d'humanité, de respect de l'indépendance des peuples, que tous les pays civilisés ne pouvaient manquer de s'en indigner au point de rompre avec le gouvernement qui provoquait ces criminelles atteintes à la sécurité et à la dignité des nations.

Les Allemands n'avaient rien prévu de tout cela. Faussé par l'éducation que les Hohenzollern lui ont donnée, l'esprit germanique ne pouvait concevoir qu'il y eût encore des hommes et des gouvernements assez dépourvus de « kultur » pour attacher quelque prix à la dignité, à l'honneur et à la liberté. Il n'avait pas compris la différence qui existe entre l'organisation et la civilisation. C'est pour cela que l'Allemagne sera vaincue.

Elle a provoqué par ses crimes l'indignation et l'hostilité de tous les peuples qui, évoluant vers la civilisation, attachent à la justice, à la liberté des individus et à l'indépendance des nations tout le prix qu'elles valent. Contre les menaces dont ils étaient l'objet de la part d'un empire qui proclamait son intention d'imposer par la force son hégémonie au monde entier, ces peuples se sont soulevés, les uns après les autres. Seuls, quatre ou cinq petits États contigus

à l'empire germanique et trop faibles pour empêcher la violation de leurs territoires sont condamnés à une neutralité humiliée et misérable.

Tout le reste de l'humanité est divisé en deux grands partis qui ne pourront déposer les armes avant que l'un ou l'autre soit écrasé. Le président Wilson traduisait la pensée de tous les peuples libres lorsqu'il disait, dans son message d'avril 1917 : « Être neutre n'est plus possible ni désirable quand la paix du monde entier et la félicité des peuples sont en jeu, et que la menace contre cette paix et cette liberté vient de l'existence de gouvernements autocratiques appuyés sur la force et qui imposent leur volonté sans tenir compte de la volonté des peuples.... Cette guerre allemande a été décidée comme les vieilles querelles d'autrefois, alors que la lutte avait lieu dans l'intérêt de la dynastie et d'un petit groupe d'ambitieux.... Seuls, les peuples libres peuvent préférer les intérêts de l'humanité à leurs propres intérêts. »

Envisageant les redoutables obligations auxquelles les États-Unis se soumettaient en déclarant la guerre à l'empire germanique, mais élevant en face de ces obligations le devoir imposé à ses compatriotes par la défense de la civilisation contre l'organisation de la force brutale, M. Wilson ajoutait justement : « Le droit est une chose plus précieuse que la paix et nous combattons pour les choses qui ont été toujours les plus chères à notre cœur, pour la démocratie, pour assurer à ceux qui sont soumis à une autorité le droit d'avoir une voix dans leur gouvernement, pour les droits et les libertés des petites nations, pour l'établissement universel de la justice par une association des nations libres, qui rendront la paix et la sécurité à toutes les nations, et feront le monde lui-même libre enfin. »

Précisant le but de la grande république américaine au moment de son entrée dans la lutte, le président Wilson disait encore : « Notre but est la défense des principes de paix et de justice contre les puissances autocratiques et égoïstes, en même temps que l'établissement parmi les peuples vraiment libres et se gouvernant eux-mêmes, de l'unité d'objectif et de moyen qui assurera à jamais le respect de ces principes. »

Dans les lignes reproduites ci-dessus et dans certains de ses discours ou messages, le président Wilson affectait de penser que

les autorités dirigeantes de l'empire germanique étaient seules responsables de la guerre et des crimes commis par les armées ou les sous-marins allemands. On sait ce qu'il en faut réellement penser. Certes, c'est toujours aux gouvernants qu'incombent en premier lieu les responsabilités des actes essentiellement gouvernementaux, tels que le maintien de la paix ou le déchaînement de la guerre, et ce sont bien les Hohenzollern, les hobereaux, la caste militaire qui doivent être considérés comme particulièrement coupables dans les événements actuels; leur culpabilité est d'autant plus grande qu'ils ont perverti l'esprit des peuples d'Allemagne par l'éducation. Mais ces peuples eux-mêmes ne sauraient échapper aux responsabilités assumées par leur maîtres. Ne sait-on pas que depuis une dizaine d'années toutes les classes sociales de l'empire réclamaient avec la même violence la guerre qui les devait toutes enrichir? N'a-t-on pas vu les social-démocrates eux-mêmes protester contre la distinction que le président Wilson prétendait établir entre le Hohenzollern et ses sujets?

Il est possible, il est probable même que le jour où elle ne comptera plus sur la possibilité de vaincre, la masse sociale allemande renie ceux qu'elle acclamait au mois d'août 1914, ceux qu'elle respecte encore aujourd'hui. Tous les souverains vaincus ont connu ces sautes d'opinion. Mais en attendant que ce revirement se produise, les populations germaniques doivent supporter les responsabilités d'une guerre qu'elles ont toutes voulu, parce qu'elles comptaient s'y enrichir.

La lutte n'existe donc pas seulement entre l'autocratie des Hohenzollern et la démocratie des puissances unies contre l'empire germanique; elle est aussi entre la « kultur » édiflée sur le principe de la force et l'éducation libérale qui a répandu les idées de justice, de liberté individuelle et d'indépendance des nations parmi les peuples que l'Allemagne prétendait conquérir ou plier sous son hégémonie.

Elle est, par conséquent, aussi, entre la morale représentée par les peuples héritiers des principes d'humanité, de sociabilité, de fraternité, formulés par nos grands ancêtres de la Grèce et de Rome et l'immoralité profonde que la théorie de la force adoptée, professée, appliquée, dans la vie privée comme dans la vie publique, a répandue parmi les populations de la Germanie. La lutte, enfin,

est entre la civilisation et la barbarie organisée, entre le génie humain épanoui dans la liberté et l'esprit dévoyé d'un peuple volontairement soumis au despotisme d'un autocrate criminel.

La fin nécessaire de cette lutte est révélée par le fait que, depuis trois ans, le libre génie de la France, de l'Angleterre et des États-Unis a réalisé plus de progrès dans la création des armées et la fabrication du matériel de guerre que tous les généraux et ingénieurs de l'Allemagne en un demi-siècle.

La civilisation triomphera parce qu'elle représente la science en même temps que la moralité et la vérité. Et de son triomphe sortira nécessairement une forme nouvelle d'organisation, fondée sur l'association des peuples pour la défense de leur indépendance et sur l'union fraternelle des individus pour le plein exercice de leurs libertés. La guerre qui devait asservir le monde tuera la guerre et aura puissamment servi la civilisation.

TABLE DES MATIÈRES

I. — Les philosophes et la guerre.	8
II. — Il n'y a de guerre ni chez les animaux, ni chez les Pré-historiques Paléolithiques, ni chez les Primitifs.	19
III. — La guerre apparaît avec l'organisation politique et la formation des classes dirigeantes.	26
IV. — L'organisation et la civilisation	28
V. — L'organisation et la civilisation dans les États de l'antiquité.	30
VI. — L'organisation et la civilisation dans les sociétés du moyen âge et modernes.	38
VII. — L'évolution des masses sociales vers la civilisation en France.	44
VIII. — L'organisation de la force en Allemagne.	49
IX. — La guerre de 1914. — Lutte entre l'organisation de la force et la civilisation.	57



3 0112 058788750

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

AUTRES OUVRAGES DE J.-L. DE LANESSAN

Notre Défense Maritime. 1 vol. in-16	3 fr. 50
Nos Forces Militaires. 1 vol. in-16	3 fr. 50
Nos Forces Navales. <i>Organisation. Répartition.</i> 1 vol. in-16	3 fr. 50
Le Bilan de notre marine 1 vol. in-16	3 fr. 50
Le Programme Maritime de 1900-1906. 1 vol. in-16	3 fr. 50
Les Missions et leur protectorat. 1 vol. in-16	3 fr. 50
L'État et les Églises de France. <i>Évolution de leurs rapports, des origines à la loi de séparation.</i> 1 vol. in-16	3 fr. 50
La Crise de la République. 4 vol. in-16 (1914).	3 fr. 50
Principes de colonisation. 1 vol. in-8, cart.	6 fr. »
La lutte pour l'existence et l'évolution des sociétés. 1 vol. in-8, cart.	6 fr. »
La concurrence sociale et les devoirs sociaux. 1 vol. in-8, cart.	6 fr. »
La lutte contre le crime. 1 vol. in-8, cart.	6 fr. »
Pourquoi les Germains seront vaincus. 1 br. in-8.	1 fr. 25
L'Empire germanique sous la direction de Bismarck et de Guillaume II. 1 broch. in-8	4 fr. 25
Comment l'Éducation allemande a créé la barbarie germanique. 4 broch. in-8	0 fr. 60
Les Empires germaniques et la doctrine de la force. 1 vol. in-16.	3 fr. 50
La Tunisie. 1 vol. in-8, 2 ^e édition, 1917, avec une carte en couleur, hors texte.	5 fr. »
Histoire de l'Entente cordiale franco-anglaise; <i>les relations de la France et de l'Angleterre depuis le XVI^e siècle jusqu'à nos jours.</i> 1 vol. in-16.	3 fr. 50

REVUE ANTHROPOLOGIQUE. — Recueil mensuel publié par les professeurs de l'École d'anthropologie de Paris (28^e année, 1918). Cette revue paraît le 15 de chaque mois. Chaque livraison forme un cahier de deux feuilles in-8 raisin de 32 pages, avec nombreuses gravures dans le texte. — Abonnement : Un an (du 15 janvier), pour tous pays, 10 francs ; la livraison, 1 franc.